



BUDGET DE DÉPENSES

2018 ► 2019

BUDGET DES ORGANISMES
AUTRES QUE BUDGÉTAIRES



BUDGET DE DÉPENSES

2018 ► 2019

BUDGET DES ORGANISMES
AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

pour l'année financière se terminant
le 31 mars 2019

Déposé à l'Assemblée nationale conformément
au paragraphe 3.1 de l'article 77 de la
Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01)
par monsieur Pierre Arcand,
ministre responsable de l'Administration gouvernementale
et de la Révision permanente des programmes
et président du Conseil du trésor

Budget de dépenses 2018-2019

Budget des organismes autres que budgétaires

Dépôt légal – Mars 2018

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-2-550-80697-4 (imprimé)

ISBN 978-2-550-80698-1 (en ligne)

ISSN 2368-3899 (imprimé)

ISSN 2368-3902 (en ligne)

TABLE DES MATIÈRES

NOTES EXPLICATIVES

1. Objet du Budget des organismes autres que budgétaires.....	7
2. Contenu du volume Budget des organismes autres que budgétaires 2018-2019	7
3. Termes apparaissant au Budget des organismes autres que budgétaires 2018-2019	8
4. Changements survenus à la répartition des organismes autres que budgétaires par portefeuille.....	10
5. Sommaire des résultats des organismes autres que budgétaires.....	11

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Prévision des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019.....	15
--	----

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLE

Affaires municipales et Occupation du territoire.....	21
Agriculture, Pêcheries et Alimentation.....	27
Conseil du trésor et Administration gouvernementale.....	31
Conseil exécutif	39
Culture et Communications	43
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	65
Économie, Science et Innovation	71
Éducation et Enseignement supérieur	85
Énergie et Ressources naturelles.....	93
Finances	103
Forêts, Faune et Parcs	117
Justice.....	123
Relations internationales et Francophonie	133
Santé et Services sociaux	139
Sécurité publique	153
Tourisme.....	159
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	167
Travail, Emploi et Solidarité sociale.....	173

NOTES
EXPLICATIVES

1. OBJET DU BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

La Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01) prévoit que le président du Conseil du trésor doit déposer, lors du dépôt du budget de dépenses, les prévisions de revenus et de dépenses des organismes autres que budgétaires.

2. CONTENU DU VOLUME BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES 2018-2019

Le volume **Budget des organismes autres que budgétaires** présente des informations financières notamment les revenus des organismes, leurs dépenses et leurs investissements.

De plus, l'information concernant la mission, les sources de revenus ainsi que les explications sur les variations des prévisions budgétaires sont indiquées au volume, le cas échéant.

L'information sur chacun des organismes est regroupée par portefeuille ministériel et se divise en deux sections.

PREMIÈRE SECTION : SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Cette section présente, par portefeuille, les prévisions de revenus et de dépenses de l'exercice financier 2018-2019 de chaque organisme.

DEUXIÈME SECTION : BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLE

Cette section présente les prévisions des résultats 2018-2019 des organismes autres que budgétaires, leurs résultats probables pour 2017-2018 ainsi que les variations entre ces résultats. De façon plus précise, la section se compose des éléments suivants, et ce, pour chacun des portefeuilles ministériels :

- Un tableau « Prévisions de revenus et de dépenses de l'exercice financier 2018-2019 » présentant les informations concernant les prévisions de revenus et de dépenses de chaque organisme autre que budgétaire ainsi que le total pour le portefeuille;
- De l'information est également présentée, pour chacun des organismes autres que budgétaires, concernant notamment :
 - La présentation de l'entité, c'est-à-dire la mission ou la raison d'être de l'entité ainsi que ses sources de revenus;
 - Pour les revenus, les dépenses et les investissements, les explications des variations significatives entre le budget 2018-2019 et la donnée probable 2017-2018.
- Un tableau indiquant, pour chaque organisme autre que budgétaire, les prévisions des résultats 2018-2019, les résultats probables pour 2017-2018 et les variations entre ces données. L'information porte notamment sur les revenus, les dépenses et les investissements. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé de l'organisme ainsi que de l'information sur certaines sommes empruntées ou avancées.

Les opérations des organismes exerçant une fonction juridictionnelle sont présentées dans le cadre de leur fonds respectif dans le volume **Budget des fonds spéciaux**. Ces organismes sont :

- Le Tribunal administratif des marchés financiers;
- Le Tribunal administratif du Québec;
- Le Tribunal administratif du travail.

3. TERMES APPARAISSANT AU BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES 2018-2019

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Pour chacun des organismes autres que budgétaires, le budget regroupe les différents éléments concernant les prévisions suivantes :

- Les revenus de l'organisme;
- Les dépenses de l'organisme;
- Le surplus ou le déficit de l'exercice de l'organisme;
- Le surplus ou le déficit cumulé de l'organisme;
- Les investissements de l'organisme;
- Les sommes qu'il emprunte ou qui lui sont avancées.

Il importe de noter que ces prévisions ne tiennent pas compte des éliminations des opérations réciproques entre entités qui peuvent être considérées dans d'autres documents budgétaires.

DÉPENSES

Les dépenses comprennent celles reliées à la rémunération, au fonctionnement incluant l'amortissement des immobilisations, aux dépenses de transfert visant à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes et au service de la dette comprenant les frais financiers et autres.

IMMOBILISATIONS

Les investissements comprennent les sommes prévues pour les immobilisations, incluant celles en ressources informationnelles.

INVESTISSEMENTS

Les investissements comprennent les immobilisations et les prêts et placements.

PRÊTS ET PLACEMENTS

Les prêts et placements comprennent les prêts, les fonds locaux et les avances autres que celles au fonds général, les placements à long terme consentis à des tiers sous forme d'actions et mise de fonds, les dépôts à participation, les obligations et les billets.

REVENUS

Les revenus de transfert provenant du portefeuille ministériel sont présentés distinctement de ceux provenant d'autres sources de revenus.

De façon générale, ces revenus provenant du portefeuille ministériel correspondent aux dépenses prévues au volume **Crédits des ministères et organismes** du Budget de dépenses 2018-2019 à la supercatégorie « Transfert » de ce portefeuille. Des écarts peuvent toutefois être constatés principalement en raison de revenus reportés comptabilisés par certains organismes autres que budgétaires.

Les autres revenus comprennent notamment ceux en provenance des autres ministères, d'autres organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux, d'entreprises du gouvernement, de transfert du gouvernement fédéral et d'autres sources, telles que des taxes ou des droits et permis.

SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE

L'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice constitue un surplus. À l'inverse, un déficit est constaté lorsque les dépenses sont supérieures aux revenus.

SOLDE DES EMPRUNTS AUPRÈS DU FONDS DE FINANCEMENT

Ces emprunts regroupent ceux contractés auprès du Fonds de financement.

SOLDE DES EMPRUNTS AUPRÈS D'AUTRES ENTITÉS

Ces emprunts regroupent ceux contractés auprès de toute source autre que le Fonds de financement et le fonds général du fonds consolidé du revenu. Ils comprennent entre autres les emprunts effectués auprès d'une autre entité du périmètre comptable du gouvernement.

SOLDE DES AVANCES AU (DU) FONDS GÉNÉRAL

Ces avances regroupent toutes les sommes avancées par l'organisme au fonds général ou celles avancées par ce dernier à l'organisme.

4. CHANGEMENTS SURVENUS À LA RÉPARTITION DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLE

Certains organismes autres que budgétaires se sont ajoutés à la responsabilité d'un titulaire, ont été déplacés sous la responsabilité d'un autre titulaire, ont changé de statut, ont changé de dénomination ou n'apparaissent plus au Budget de dépenses 2018-2019 par rapport à 2017-2018.

Un signe (+) indique l'ajout d'un organisme autre que budgétaire, alors qu'un signe (-) signifie le retrait d'un organisme autre que budgétaire.

Affaires municipales et Occupation du territoire

- (+) La Régie du bâtiment du Québec a été intégrée à ce portefeuille en provenance du portefeuille « Travail, Emploi et Solidarité sociale ».

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

- (+) L'Autorité des marchés publics a été ajoutée à ce portefeuille.

Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques

- (+) Le Conseil de gestion du Fonds vert a été ajouté à ce portefeuille.

Éducation et Enseignement supérieur

- (+) La Commission de la capitale nationale du Québec a été intégrée à ce portefeuille en provenance du portefeuille « Travail, Emploi et Solidarité sociale ».

Énergie et Ressources naturelles

Les actifs et les passifs du volet efficacité et innovation énergétiques du Fonds des ressources naturelles ont été transférés à Transition énergétique Québec.

Relations internationales et Francophonie

- (-) Les activités de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse ont été regroupées à l'Office Québec-Monde pour la jeunesse.

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports

- (-) L'Agence métropolitaine de transport a cessé d'exister le 1^{er} juin 2017 et ne fait plus partie du périmètre comptable du gouvernement du Québec.

Travail, Emploi et Solidarité sociale

- (-) La Commission de la capitale nationale du Québec a été transférée au portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur ».
- (-) La Régie du bâtiment du Québec a été transférée au portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire ».

5. SOMMAIRE DES RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Le tableau suivant présente un cumul des résultats de chacun des organismes autres que budgétaires avant les ajustements de la consolidation. Ces ajustements ont pour effet d'éliminer les opérations conclues entre les entités du périmètre comptable du gouvernement et envers le fonds général du fonds consolidé du revenu, d'harmoniser les conventions comptables en usage dans les entités consolidées avec celles utilisées par le gouvernement et d'effectuer les reclassifications adéquates.

Résumé du Budget des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	2018-2019	2017-2018
Total des revenus	25 123,3	25 042,5
Total des dépenses	24 996,0	24 601,1
Surplus (déficit) de l'exercice	127,3	441,4
Surplus (déficit) cumulé au début	3 593,9	3 133,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 690,9²	3 593,9³
Investissements		
Immobilisations	1 461,6	1 100,2
Prêts et placements	2 050,7	2 051,8
Total investissements	3 512,3	3 152,0

¹ Ces résultats ne tiennent pas compte de certaines mesures du Discours sur le budget 2018-2019.

² Incluant un ajustement à la baisse de 6,7 M\$ au surplus cumulé de la Société Québécoise des infrastructures, un ajustement à la baisse de 23,7 M\$ à Financement-Québec, un transfert du surplus cumulé de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et de l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse de 0,1 M\$ à l'Office Québec-Monde pour la jeunesse.

³ Incluant un ajustement à la baisse de 6,7 M\$ au surplus cumulé de la Société Québécoise des infrastructures, un ajustement de 24,6 M\$ à Financement-Québec et un ajustement de 1,1 M\$ au surplus cumulé de Héma-Québec.

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Affaires municipales et Occupation du territoire		
Régie du bâtiment du Québec	70 154,0	66 102,8
Société d'habitation du Québec	1 189 037,6	1 231 409,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		
La Financière agricole du Québec	530 999,8	405 082,9
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Autorité des marchés publics	11 800,0	11 750,4
Centre de services partagés du Québec	557 382,4	557 382,4
Société québécoise des infrastructures	1 028 637,8	1 018 444,0
Conseil exécutif		
Centre de la francophonie des Amériques	2 825,1	2 993,1
Culture et Communications		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	89 588,8	91 610,0
Conseil des arts et des lettres du Québec	114 272,3	114 825,1
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	32 129,0	32 424,7
Musée d'Art contemporain de Montréal	13 139,8	12 919,7
Musée de la Civilisation	31 897,4	30 491,8
Musée national des beaux-arts du Québec	28 953,4	28 872,4
Société de développement des entreprises culturelles	72 329,5	72 210,6
Société de la Place des Arts de Montréal	40 218,3	38 230,6
Société de télédiffusion du Québec	84 397,2	92 983,7
Société du Grand Théâtre de Québec	13 555,0	13 297,0
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
Conseil de gestion du Fonds vert	-	-
Société québécoise de récupération et de recyclage	41 659,3	41 188,3
Économie, Science et Innovation		
Centre de recherche industrielle du Québec	32 809,1	32 487,0
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	68 367,8	69 001,7
Fonds de recherche du Québec - Santé	118 418,1	118 418,1
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	64 444,4	64 576,9
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	6 830,8	5 882,6
Éducation et Enseignement supérieur		
Commission de la capitale nationale du Québec	22 540,3	22 924,8
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	39 916,4	41 137,5
Institut national des mines	975,5	1 106,5

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019 (suite)

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Énergie et Ressources naturelles		
Régie de l'énergie	16 290,7	17 268,4
Société de développement de la Baie-James	35 888,7	35 133,8
Société du Plan Nord	77 074,3	69 474,3
Transition énergétique Québec	59 743,9	59 814,4
Finances		
Agence du revenu du Québec	1 220 699,0	1 220 699,0
Autorité des marchés financiers	176 134,0	144 368,9
Financement-Québec	288 410,3	262 639,0
Institut de la statistique du Québec	30 232,7	30 232,7
Société de financement des infrastructures locales du Québec	653 031,4	658 777,0
Forêts, Faune et Parcs		
Fondation de la faune du Québec	6 670,7	6 656,7
Société des établissements de plein air du Québec	151 047,0	150 367,0
Justice		
Commission des services juridiques	183 036,8	191 642,6
Fonds d'aide aux actions collectives	1 500,0	4 253,0
Office des professions du Québec	10 617,3	12 474,0
Société québécoise d'information juridique	19 454,2	16 530,4
Relations internationales et Francophonie		
Office Québec-Monde pour la jeunesse	9 061,1	9 058,3
Santé et Services sociaux		
Corporation d'urgences-santé	136 400,7	136 073,8
Fonds de l'assurance médicaments	3 683 603,9	3 683 603,9
Héma-Québec	438 419,0	438 419,0
Institut national de santé publique du Québec	73 289,0	74 275,0
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	21 609,2	22 628,7
Régie de l'assurance maladie du Québec	12 870 127,0	12 870 127,0
Sécurité publique		
École nationale de police du Québec	38 256,0	38 256,0
École nationale des pompiers du Québec	2 844,2	2 542,0
Tourisme		
Régie des installations olympiques	63 064,3	66 064,3
Société du Centre des congrès de Québec	27 787,1	29 851,7
Société du Palais des congrès de Montréal	60 565,4	59 848,0
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		
Société de l'assurance automobile du Québec	278 945,0	278 945,0
Société des Traversiers du Québec	153 429,3	159 425,4

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019 (suite)

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	28 828,9	28 828,9
Total	25 123 340,2	24 996 032,1

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLE

Affaires municipales et Occupation du territoire

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Régie du bâtiment du Québec	70 154,0	66 102,8
Société d'habitation du Québec	1 189 037,6	1 231 409,3
Total	1 259 191,6	1 297 512,1

Régie du bâtiment du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie du bâtiment du Québec (RBQ) a été instituée en 1992. Sa mission a trois volets :

- Veiller à la qualité des travaux de construction;
- Veiller à la sécurité des personnes;
- Prévenir la criminalité et lutter contre les pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction.

Les responsabilités de la RBQ couvrent les dix domaines suivants : bâtiment, électricité, plomberie, gaz, équipements pétroliers, appareils sous pression, ascenseurs et autres appareils élévateurs, remontées mécaniques, jeux et manèges ainsi que les lieux de baignade. Elle est également appelée à appuyer, par réglementation, diverses politiques et orientations gouvernementales.

Elle surveille l'application de la réglementation adoptée en vertu de la Loi sur le bâtiment (RLRQ, chapitre B-1.1) et d'autres lois sectorielles dans les différents domaines techniques de sa compétence.

Elle remplit sa mission en adoptant des normes et des règlements en matière de construction, de sécurité, de garanties financières et de qualification professionnelle, en délivrant les licences conférant des droits d'exercice ainsi que des permis d'utilisation ou d'exploitation, en accordant à des professionnels la reconnaissance pour délivrer des attestations de conformité et en surveillant l'application des normes et des règlements relevant de sa compétence.

Ses revenus annuels proviennent principalement de la qualification professionnelle des entrepreneurs, de la tarification sectorielle et de l'émission de permis dans différents domaines d'activités dont le gaz, les équipements pétroliers, les installations électriques, les appareils sous pression, les installations en tuyauterie, les appareils de levage ainsi que les jeux et remontées mécaniques. Elle perçoit également des revenus d'intérêts provenant des placements, des avances ainsi que sur les excédents d'encaisse.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La prévision des revenus s'établit à 70,2 M\$ en 2018-2019, soit une hausse de 0,3 M\$ par rapport aux revenus probables 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par l'indexation annuelle des grilles tarifaires.

LES DÉPENSES

La prévision des dépenses s'établit à 66,1 M\$ en 2018-2019, soit une hausse de 4,0 M\$ par rapport aux dépenses probables 2017-2018.

Cette variation s'explique d'abord par une hausse de 2,2 M\$ en rémunération due à l'indexation de la masse salariale et au comblement des postes. Cette variation s'explique également par une hausse de 1,8 M\$ des contrats de services professionnels attribuable à l'optimisation des processus ainsi qu'au report de projets non réalisés en 2017-2018.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements pour l'exercice financier 2018-2019 sont à un niveau comparable aux investissements probables 2017-2018 et sont constitués principalement de projets en ressources informationnelles et de l'augmentation de l'avance de la RBQ au Fonds de garantie.

Régie du bâtiment du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	70 154,0	69 821,0	333,0
Total des revenus	70 154,0	69 821,0	333,0
Total des dépenses¹	66 102,8	62 059,1	4 043,7
Surplus (déficit) de l'exercice	4 051,2	7 761,9	(3 710,7)
Surplus (déficit) cumulé au début	118 556,1	110 794,2	7 761,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	122 607,3	118 556,1	4 051,2
Investissements			
Immobilisations	3 585,0	2 030,0	1 555,0
Prêts et placements	2 000,0	3 700,0	(1 700,0)
Total des investissements	5 585,0	5 730,0	(145,0)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(11 500,0)	(11 500,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	16 454,2	24 869,7	
Total	4 954,2	13 369,7	

¹ De plus, un montant de 0,3 M\$ en 2017-2018 et de 0,7 M\$ en 2018-2019 est imputé au Fonds vert.

Société d'habitation du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société d'habitation du Québec (SHQ) fait partie du portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire » et relève de la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation. La SHQ a pour mission de répondre aux besoins en habitation des citoyens du Québec par une approche intégrée et durable. Pour ce faire, elle soutient les citoyens du Québec par une offre de logements à loyer modique et abordable et par un éventail de programmes appuyant la construction, la rénovation et l'adaptation résidentielles ainsi que l'accession à la propriété. Elle favorise une approche intégrée et durable de l'habitation sur le territoire québécois en contribuant au développement d'une offre variée de logements de qualité et abordables et en stimulant l'innovation et la concertation des initiatives publiques et privées en habitation. Elle adhère et participe aux grandes orientations gouvernementales actuelles telles que l'inclusion économique et la participation sociale, l'itinérance, la prévention en santé, l'occupation et la vitalité des territoires et le Plan Nord.

Les activités de la SHQ sont financées par des contributions du gouvernement du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ainsi que par des revenus autonomes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la SHQ s'établissent à 1 189,0 M\$ en 2018-2019, en baisse de 206,2 M\$ par rapport aux revenus probables 2017-2018. Cette baisse s'explique principalement par des revenus supplémentaires qui sont considérés en 2017-2018 à la suite de l'adoption d'un décret concernant les contributions versées au Fonds québécois d'habitation communautaire (FQHC) qui sont dorénavant gérées en cogestion par la SHQ. Cette baisse est toutefois en partie compensée par des sommes additionnelles allouées dans le cadre du Discours sur le budget 2018-2019.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la SHQ s'établissent à 1 231,4 M\$ en 2018-2019, en hausse de 72,5 M\$ par rapport aux dépenses probables 2017-2018. Cette augmentation principalement en dépenses de transfert, s'explique notamment par une hausse du déficit d'exploitation des organismes subventionnés dans le cadre du programme de logements sans but lucratif relativement au financement des travaux de remplacement, d'amélioration et de modernisation ainsi que par une hausse des dépenses du programme Supplément au loyer. Également, une partie de l'augmentation provient des mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale et tient compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2018-2019.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 271,0 M\$ en 2018-2019, en hausse de 26,8 M\$ par rapport à 2017-2018. Cette hausse s'explique principalement par une conversion de certaines avances temporaires en prêts à long terme, dans le cadre du programme de logements sans but lucratif, pour des travaux de remplacement, d'amélioration et de modernisation.

Société d'habitation du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	417 666,6	434 458,7	(16 792,1)
Autres revenus	771 371,0	960 764,0	(189 393,0)
Total des revenus	1 189 037,6	1 395 222,7	(206 185,1)
Total des dépenses	1 231 409,3	1 158 906,0	72 503,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(42 371,7)	236 316,7	(278 688,4)
Surplus (déficit) cumulé au début	390 234,7	153 918,0	236 316,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	347 863,0	390 234,7	(42 371,7)
Investissements			
Immobilisations	155 875,0	148 745,0	7 130,0
Prêts et placements	115 170,0	95 505,0	19 665,0
Total des investissements	271 045,0	244 250,0	26 795,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(1 863 019,0)	(1 640 624,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(668 223,0)	(765 650,0)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(2 531 242,0)	(2 406 274,0)	

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
La Financière agricole du Québec	530 999,8	405 082,9
Total	530 999,8	405 082,9

La Financière agricole du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Financière agricole du Québec (la Société) est une personne morale, mandataire de l'État, constituée en vertu de la Loi sur La Financière agricole du Québec (RLRQ, chapitre L-0.1) qui a pour mission de soutenir et de promouvoir, dans une perspective de développement durable, le développement du secteur agricole et agroalimentaire. Dans la poursuite de cette mission, la Société attache une importance particulière au développement du secteur primaire.

L'organisation met à la disposition des entreprises des produits et des services en matière de protection du revenu, d'assurances et de financement agricole et forestier adaptés à la gestion des risques inhérents à ce secteur d'activité.

La Société acquitte ses obligations et finance ses activités à partir des sommes qui proviennent notamment du gouvernement du Québec, des contributions des entreprises et des revenus qu'elle tire de ses activités. La Société reçoit également des contributions du gouvernement du Canada pour l'administration des programmes fédéraux.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société s'établissent à 531,0 M\$ en 2018-2019, soit une baisse de 66,9 M\$ par rapport aux revenus probables 2017-2018. Cette baisse est principalement attribuable à la redistribution en 2017-2018 de sommes provenant du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles, à des transferts du gouvernement du Canada moins élevés compte tenu de la conjoncture favorable qui prévaut sur les marchés des produits agricoles ainsi qu'à la diminution de la contribution versée à la Société afin d'assurer le financement de mesures prévues pour donner suite à la nouvelle Politique bioalimentaire.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 405,1 M\$ en 2018-2019, soit une baisse de 37,6 M\$ par rapport aux dépenses probables 2017-2018. Cette baisse est principalement attribuable à des besoins moindres pour les programmes d'assurance et de protection du revenu à la suite d'une conjoncture sur les marchés des produits agricoles qui continue d'être favorable.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 53,8 M\$ en 2018-2019 et se comparent aux investissements probables 2017-2018.

La Financière agricole du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	425 477,8	430 617,2	(5 139,4)
Autres revenus	105 522,0	167 324,0	(61 802,0)
Total des revenus	530 999,8	597 941,2	(66 941,4)
Total des dépenses	405 082,9	442 698,2	(37 615,3)
Surplus (déficit) de l'exercice	125 916,9	155 243,0	(29 326,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	622 715,9	467 472,9	155 243,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	748 632,8	622 715,9	125 916,9
Investissements			
Immobilisations	2 667,0	1 850,0	817,0
Prêts et placements	51 181,0	51 951,0	(770,0)
Total des investissements	53 848,0	53 801,0	47,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(16 877,0)	(14 958,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(325 165,0)	(288 779,0)	
Solde des avances au (du) fonds général	(25 438,0)	(25 438,0)	
Total	(367 480,0)	(329 175,0)	

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Autorité des marchés publics	11 800,0	11 750,4
Centre de services partagés du Québec	557 382,4	557 382,4
Société québécoise des infrastructures	1 028 637,8	1 018 444,0
Total	1 597 820,2	1 587 576,8

Autorité des marchés publics

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Instituée par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, chapitre 27), le 1^{er} décembre 2017, l'Autorité des marchés publics (AMP) est chargée de surveiller l'ensemble des contrats des organismes publics incluant les organismes municipaux. Elle est également responsable d'appliquer les dispositions de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1) concernant l'inadmissibilité aux contrats publics, l'autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public ou d'un sous-contrat public et les rapports de rendement des contractants relativement à l'exécution d'un contrat.

L'AMP peut notamment examiner la conformité du processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat d'un organisme public de sa propre initiative, à la suite d'une plainte portée par une personne intéressée, à la suite d'une demande présentée par le président du Conseil du trésor ou par le ministre responsable des affaires municipales ou à la suite d'une communication de renseignements.

La Loi prévoit également que l'AMP peut, dans certaines circonstances, examiner l'exécution d'un contrat d'un organisme public.

L'AMP doit s'assurer que la gestion contractuelle d'un organisme public désigné par elle ou par le gouvernement s'effectue conformément au cadre normatif.

La loi confère à l'AMP divers pouvoirs dont des pouvoirs de vérification et d'enquête au terme desquelles elle pourra, selon le cas, rendre des ordonnances, formuler des recommandations ou encore suspendre ou résilier un contrat. Lorsque la vérification ou l'enquête concerne un organisme municipal, toute décision de l'AMP prend la forme d'une recommandation au conseil de l'organisme.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour la première année d'opération, les prévisions de revenus de l'AMP s'établissent à 11,8 M\$ en 2018-2019.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 11,8 M\$ en 2018-2019.

LES INVESTISSEMENTS

Composés exclusivement de projets de développement de systèmes informatiques, les investissements prévus pour l'exercice 2018-2019 s'établissent à 3,4 M\$.

Autorité des marchés publics

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	11 000,0	-	11 000,0
Autres revenus	800,0	-	800,0
Total des revenus	11 800,0	-	11 800,0
Total des dépenses	11 750,4	-	11 750,4
Surplus (déficit) de l'exercice	49,6	-	49,6
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	49,6	-	49,6
Investissements			
Immobilisations	3 446,6	-	3 446,6
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	3 446,6	-	3 446,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(3 096,0)	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(3 096,0)	-	

Centre de services partagés du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) a pour mission de fournir ou de rendre accessibles aux ministères et aux organismes publics les biens et les services administratifs dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions, notamment en ressources humaines, financières, matérielles, informationnelles et communicationnelles.

À cette fin, le CSPQ vise à rationaliser et à optimiser les services administratifs aux organismes tout en s'assurant de leur qualité et de leur adéquation aux besoins. De plus, le CSPQ se préoccupe de la disponibilité de ses services en région et de l'impact économique régional de son action. Il privilégie également le développement d'une expertise interne en matière de services administratifs.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du CSPQ s'établissent à 557,4 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit en continuité avec les revenus probables de l'exercice 2017-2018.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du CSPQ s'élèvent à 557,4 M\$, soit une hausse de 12,4 M\$ par rapport au total des dépenses probables 2017-2018. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation des dépenses de traitements et avantages sociaux liée notamment au comblement des postes restés vacants en 2017-2018, ainsi que du service de la dette à la suite d'une conversion à long terme d'un emprunt temporaire, à un taux d'intérêt plus élevé.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement du CSPQ s'établissent à 50,0 M\$ en 2018-2019, soit une hausse de 5,1 M\$ par rapport aux investissements probables de l'exercice 2017-2018. Cette hausse s'explique par le décalage dans l'échéancier de réalisation de projets majeurs liés au Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR) et aux Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR).

Centre de services partagés du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	557 382,4	556 835,6	546,8
Total des revenus	557 382,4	556 835,6	546,8
Total des dépenses	557 382,4	544 970,3	12 412,1
Surplus (déficit) de l'exercice	-	11 865,3	(11 865,3)
Surplus (déficit) cumulé au début	97 469,6	85 604,3	11 865,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	97 469,6	97 469,6	-
Investissements			
Immobilisations	50 000,0	44 879,7	5 120,3
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	50 000,0	44 879,7	5 120,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(393 957,5)	(385 091,1)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(10 846,5)	(11 901,5)	
Solde des avances au (du) fonds général	50 449,2	43 989,5	
Total	(354 354,8)	(353 003,1)	

Société québécoise des infrastructures

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société québécoise des infrastructures (SQI) est un organisme autre que budgétaire constitué le 13 novembre 2013 à la suite de la fusion d'Infrastructure Québec et de la Société immobilière du Québec.

La Société contribue à planifier, construire et entretenir le parc immobilier des édifices gouvernementaux conformément aux pratiques les plus exigeantes.

Elle entend mener à bien sa mission qui consiste notamment à développer, maintenir et gérer un parc immobilier qui répond aux besoins de sa clientèle, principalement en mettant à leur disposition des immeubles et en leur fournissant des services de construction, d'exploitation et de gestion immobilière.

La Société a la responsabilité d'assurer la pérennité de l'un des plus grands parcs immobiliers du Québec. Elle doit donc maintenir ses actifs dans un état satisfaisant pour en assurer l'intégrité physique et fonctionnelle à long terme. De plus, elle doit combler les besoins immobiliers des ministères et organismes gouvernementaux en leur offrant des locaux dont la localisation, la disponibilité, la qualité et les coûts répondent à leurs attentes, tout en assurant une occupation optimale, de manière à réduire au minimum les espaces vacants et à gérer rigoureusement la facture de loyer gouvernementale.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la SQI s'établissent à 1 028,6 M\$ en 2018-2019, en hausse de 41,0 M\$ par rapport aux revenus probables 2017-2018, en raison notamment de la bonification progressive de la tarification des loyers d'espace et de l'augmentation des revenus découlant des services rendus.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 1 018,4 M\$ en 2018-2019, en hausse de 36,3 M\$ par rapport aux dépenses probables 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation des frais financiers, de la dépense d'amortissement, des frais d'exploitation des immeubles, des loyers ainsi que des impôts fonciers et des taxes scolaires sur les propriétés.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus pour l'exercice 2018-2019 sont estimés à 1 204,5 M\$, en hausse de 275,5 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Les investissements prévus en immobilisations pour 2018-2019 sont de 513,9 M\$, soit 197,0 M\$ de plus que les investissements probables 2017-2018. Cette variation s'explique par l'augmentation des investissements pour le maintien et la bonification du niveau de service pour les immeubles en propriété. Les investissements prévus en développement de système pour l'exercice 2018-2019 sont estimés à 7,0 M\$.

Société québécoise des infrastructures

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 028 637,8	987 620,0	41 017,8
Total des revenus	1 028 637,8	987 620,0	41 017,8
Total des dépenses	1 018 444,0	982 182,0	36 262,0
Surplus (déficit) de l'exercice	10 193,8	5 438,0	4 755,8
Surplus (déficit) cumulé au début	430 329,0	431 568,0	(1 239,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin¹	433 845,8	430 329,0	3 516,8
Investissements			
Immobilisations	513 914,0	316 935,0	196 979,0
Prêts et placements	690 614,0	612 122,0	78 492,0
Total des investissements	1 204 528,0	929 057,0	275 471,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(2 951 822,0)	(2 810 506,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(943 440,0)	(906 756,0)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(3 895 262,0)	(3 717 262,0)	

¹ Le surplus cumulé est diminué annuellement du dividende versé au fonds consolidé du revenu au montant de 6,7 M\$, représentant une tranche du gain de 131,8 M\$ réalisé suite à la vente de trois immeubles en mars 2008.

Conseil exécutif

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Centre de la francophonie des Amériques	2 825,1	2 993,1
Total	2 825,1	2 993,1

Centre de la francophonie des Amériques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de la francophonie des Amériques contribue à la promotion et à la mise en valeur d'une francophonie porteuse d'avenir pour la langue française dans le contexte de la diversité culturelle en misant sur le renforcement et l'enrichissement des relations ainsi que sur la complémentarité d'actions entre les francophones et les francophiles du Québec, du Canada et des Amériques.

Il s'intéresse au développement et à l'épanouissement des francophones et des francophiles et soutient le rapprochement des personnes, groupes et communautés intéressés par la francophonie. Il favorise les échanges, le partenariat et le développement de réseaux francophones afin de soutenir des projets structurants liés aux enjeux de société et diffuse l'information concernant diverses thématiques liées à la francophonie.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La prévision totale des revenus du Centre de la francophonie des Amériques pour l'exercice 2018-2019 s'établit à 2,8 M\$. De ce montant, le Centre prévoit recevoir une subvention du gouvernement du Québec de 2,4 M\$ pour l'exercice 2018-2019. De plus, des contributions financières d'un peu plus de 0,4 M\$ sont également attendues de différents partenaires. La diminution de revenus de 1,7 M\$ s'explique en partie par un financement extraordinaire de 2,2 M\$ qui avait été accordé au Centre au cours de l'exercice 2017-2018 dans le cadre du 150^e anniversaire de la confédération canadienne.

LES DÉPENSES

La prévision de dépenses pour l'exercice financier 2018-2019 s'établit à 3,0 M\$. La diminution de 1,9 M\$ s'explique notamment par une dépense supplémentaire de 2,2 M\$, au cours de l'exercice 2017-2018, reliée au projet national « Les Célébrations de la francophonie » du 150^e anniversaire de la Confédération et de la St-Jean Baptiste.

LES INVESTISSEMENTS

La prévision d'investissements du Centre, pour l'exercice financier 2018-2019 s'élève à près de 0,1 M\$, principalement pour le développement d'applications et de mises à jour du site du Centre ainsi que pour l'acquisition de livres numériques pour la bibliothèque des Amériques.

Centre de la francophonie des Amériques**Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019**

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 378,7	2 092,6	286,1
Autres revenus	446,4	2 425,8	(1 979,4)
Total des revenus	2 825,1	4 518,4	(1 693,3)
Total des dépenses	2 993,1	4 933,6	(1 940,5)
Surplus (déficit) de l'exercice	(168,0)	(415,2)	247,2
Surplus (déficit) cumulé au début	2 661,9	3 077,1	(415,2)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 493,9	2 661,9	(168,0)
Investissements			
Immobilisations	80,0	80,0	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	80,0	80,0	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(1 713,4)	(2 037,6)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(1 713,4)	(2 037,6)	

Culture et Communications

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	89 588,8	91 610,0
Conseil des arts et des lettres du Québec	114 272,3	114 825,1
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	32 129,0	32 424,7
Musée d'Art contemporain de Montréal	13 139,8	12 919,7
Musée de la Civilisation	31 897,4	30 491,8
Musée national des beaux-arts du Québec	28 953,4	28 872,4
Société de développement des entreprises culturelles	72 329,5	72 210,6
Société de la Place des Arts de Montréal	40 218,3	38 230,6
Société de télédiffusion du Québec	84 397,2	92 983,7
Société du Grand Théâtre de Québec	13 555,0	13 297,0
Total	520 480,7	527 865,6

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a été constitué par la Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec (RLRQ, chapitre B-1.2) et a pour mission de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois publié et tout document qui s'y rattache et qui présente un intérêt culturel, de même que tout document relatif au Québec et publié à l'extérieur du Québec.

L'organisme a également pour mandat d'offrir un accès démocratique au patrimoine documentaire constitué par ses collections, à la culture et au savoir, et d'agir, à cet égard, comme catalyseur auprès des institutions documentaires québécoises, contribuant ainsi à l'épanouissement des citoyens.

Enfin, BAnQ a pour mission d'encadrer, de soutenir et de conseiller les organismes publics en matière de gestion de leurs documents, d'assurer la conservation d'archives publiques, d'en faciliter l'accès et d'en favoriser la diffusion. L'organisme est aussi chargé de promouvoir la conservation et l'accessibilité des archives privées.

Les revenus annuels de BAnQ proviennent de subventions du gouvernement du Québec et de contributions de la Ville de Montréal. Les autres revenus sont générés par les amendes, la location d'espaces de stationnement, les ventes et la prestation de services divers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 89,6 M\$ en 2018-2019, soit 1,3 M\$ de moins que les revenus probables 2017-2018. La diminution s'explique principalement par une baisse prévue des revenus reportés, de la subvention relative à la prévision des besoins en service de dette et des revenus autonomes, combinée à une hausse de la subvention de fonctionnement.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 91,6 M\$ en 2018-2019, soit 2,3 M\$ de moins que les dépenses probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par une diminution prévue des dépenses de fonctionnement et de rémunération.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 15,6 M\$ en 2018-2019, soit près de 1,0 M\$ de plus que les investissements probables 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par une augmentation prévue des investissements en ressources informationnelles.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	70 442,9	70 679,5	(236,6)
Autres revenus	19 145,9	20 222,3	(1 076,4)
Total des revenus	89 588,8	90 901,8	(1 313,0)
Total des dépenses	91 610,0	93 946,8	(2 336,8)
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 021,2)	(3 045,0)	1 023,8
Surplus (déficit) cumulé au début	(41 312,1)	(38 267,1)	(3 045,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(43 333,3)	(41 312,1)	(2 021,2)
Investissements			
Immobilisations	15 635,7	14 665,4	970,3
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	15 635,7	14 665,4	970,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(194 602,5)	(195 955,8)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(194 602,5)	(195 955,8)	

Conseil des arts et des lettres du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) a pour mission de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création artistique et littéraire, l'expérimentation, la production et la diffusion. Les domaines dans lesquels le CALQ exerce ses attributions sont la littérature et le conte, les arts de la scène (théâtre, danse, musique, chanson, arts du cirque), les arts multidisciplinaires, les arts médiatiques (arts numériques, cinéma et vidéo), les arts visuels, les métiers d'art ainsi que la recherche architecturale. Le CALQ soutient également le rayonnement des artistes, des écrivains, des organismes artistiques et de leurs œuvres, que ce soit au Québec, ailleurs au Canada ou à l'étranger.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 114,3 M\$ en 2018-2019, soit 1,3 M\$ de moins que les revenus probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par une subvention non récurrente en 2017-2018 relative au Plan culturel numérique du Québec.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent 114,8 M\$ en 2018-2019, soit 0,7 M\$ de moins que les dépenses probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par la baisse prévue des dépenses liées aux programmes d'aide financière pour le Plan culturel numérique du Québec.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,8 M\$ en 2018-2019, soit un niveau comparable aux investissements probables 2017-2018.

Conseil des arts et des lettres du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	113 281,2	114 146,1	(864,9)
Autres revenus	991,1	1 378,0	(386,9)
Total des revenus	114 272,3	115 524,1	(1 251,8)
Total des dépenses	114 825,1	115 524,0	(698,9)
Surplus (déficit) de l'exercice	(552,8)	0,1	(552,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	62,4	62,3	0,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(490,4)	62,4	(552,8)
Investissements			
Immobilisations	835,6	884,4	(48,8)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	835,6	884,4	(48,8)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(2 439,6)	(1 734,2)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(2 439,6)	(1 734,2)	

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec a pour objets d'administrer et d'exploiter, dans diverses régions du Québec, des établissements d'enseignement de la musique et des établissements d'enseignement d'art dramatique destinés à la formation professionnelle d'interprètes et de créateurs et à leur perfectionnement.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec, des droits de scolarité perçus et d'ententes de service.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 32,1 M\$ en 2018-2019, soit un niveau comparable aux revenus probables 2017-2018.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 32,4 M\$ en 2018-2019, soit un niveau comparable aux dépenses probables 2017-2018.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,8 M\$ en 2018-2019, soit 1,6 M\$ de moins que les investissements probables 2017-2018. Cette variation s'explique par le parachèvement de projets en maintien des actifs et en remplacement d'équipements.

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	29 568,9	29 769,1	(200,2)
Autres revenus	2 560,1	2 172,9	387,2
Total des revenus	32 129,0	31 942,0	187,0
Total des dépenses	32 424,7	32 329,1	95,6
Surplus (déficit) de l'exercice	(295,7)	(387,1)	91,4
Surplus (déficit) cumulé au début	(2 718,2)	(2 331,1)	(387,1)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(3 013,9)	(2 718,2)	(295,7)
Investissements			
Immobilisations	758,3	2 314,2	(1 555,9)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	758,3	2 314,2	(1 555,9)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(5 291,7)	(3 795,2)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(34 131,4)	(36 689,9)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(39 423,1)	(40 485,1)	

Musée d'Art contemporain de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée d'Art contemporain de Montréal a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Les revenus annuels proviennent principalement de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés notamment par des subventions fédérales, la billetterie, la location d'espaces et d'expositions, les activités éducatives et culturelles ainsi que les commandites et autres dons.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 13,1 M\$ en 2018-2019, soit 1,4 M\$ de moins que les revenus probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par la diminution des revenus autonomes, incluant les commandites et autres contributions de partenaires, en raison du projet de transformation du Musée débutant en janvier 2019, combinée à une hausse de la subvention de fonctionnement.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 12,9 M\$ en 2018-2019, soit 1,5 M\$ de moins que les dépenses probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par la diminution des dépenses d'exploitation, en raison du projet de transformation du Musée débutant en janvier 2019.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,7 M\$ en 2018-2019, soit 0,2 M\$ de moins que les investissements probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par le parachèvement de projets en lien avec le Plan culturel numérique du Québec.

Musée d'Art contemporain de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	9 862,8	9 052,8	810,0
Autres revenus	3 277,0	5 525,6	(2 248,6)
Total des revenus	13 139,8	14 578,4	(1 438,6)
Total des dépenses	12 919,7	14 429,6	(1 509,9)
Surplus (déficit) de l'exercice	220,1	148,8	71,3
Surplus (déficit) cumulé au début	(108,8)	(257,6)	148,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	111,3	(108,8)	220,1
Investissements			
Immobilisations	489,4	696,1	(206,7)
Prêts et placements	206,1	206,9	(0,8)
Total des investissements	695,5	903,0	(207,5)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(3 377,4)	(2 481,8)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(2 197,8)	(2 783,7)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(5 575,2)	(5 265,5)	

Musée de la Civilisation

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée de la civilisation a pour fonctions de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de notre civilisation et d'assurer une présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec et de revenus autonomes générés notamment par la visite d'expositions, les commandites financières, les événements privés et spéciaux, la location d'espaces, la boutique et les contributions de la Fondation du Musée.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 31,9 M\$ en 2018-2019, soit 1,9 M\$ de moins que les revenus probables 2017-2018. La diminution s'explique principalement par une baisse prévue des revenus autonomes et une contribution non récurrente de la Ville de Québec au cours de l'exercice financier 2017-2018 pour un projet d'exposition majeure.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 30,5 M\$ en 2018-2019, soit 1,4 M\$ de moins que les dépenses probables 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par la diminution prévue des dépenses de fonctionnement.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 3,5 M\$ en 2018-2019, soit 0,7 M\$ de plus que les investissements probables 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par la hausse prévue des investissements en maintien des actifs et en remplacement d'équipements.

Musée de la Civilisation

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	25 976,0	25 614,7	361,3
Autres revenus	5 921,4	8 196,3	(2 274,9)
Total des revenus	31 897,4	33 811,0	(1 913,6)
Total des dépenses	30 491,8	31 846,1	(1 354,3)
Surplus (déficit) de l'exercice	1 405,6	1 964,9	(559,3)
Surplus (déficit) cumulé au début	(17 270,7)	(19 235,6)	1 964,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(15 865,1)	(17 270,7)	1 405,6
Investissements			
Immobilisations	3 524,0	2 799,1	724,9
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	3 524,0	2 799,1	724,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(39 389,7)	(41 479,8)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(7 505,2)	(8 656,9)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(46 894,9)	(50 136,7)	

Musée national des beaux-arts du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ) a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec. Le MNBAQ reçoit également des subventions ou des contributions du gouvernement du Canada, de sa Fondation ou d'autres partenaires. Les autres revenus sont notamment générés par la visite d'expositions, la location et la diffusion d'œuvres d'art et d'expositions, les activités éducatives et culturelles, la boutique, la location d'espaces et les services alimentaires.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 29,0 M\$ en 2018-2019, soit 0,9 M\$ de moins que les revenus probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par des subventions, des commandites et des contributions non récurrentes obtenues au cours de l'exercice financier 2017-2018 pour des projets, combinées à une hausse de la subvention de fonctionnement.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 28,9 M\$ en 2018-2019, soit 0,5 M\$ de moins que les dépenses probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par des dépenses non récurrentes encourues au cours de l'exercice 2017-2018 en lien avec des projets relatifs à la programmation.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 1,6 M\$ en 2018-2019, soit 0,9 M\$ de moins que les investissements probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par des travaux au pavillon Gérard-Morisset en 2017-2018.

Musée national des beaux-arts du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	23 079,3	23 858,9	(779,6)
Autres revenus	5 874,1	6 018,8	(144,7)
Total des revenus	28 953,4	29 877,7	(924,3)
Total des dépenses	28 872,4	29 344,3	(471,9)
Surplus (déficit) de l'exercice	81,0	533,4	(452,4)
Surplus (déficit) cumulé au début	5 123,2	4 589,8	533,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 204,2	5 123,2	81,0
Investissements			
Immobilisations	1 481,9	2 342,9	(861,0)
Prêts et placements	75,4	73,3	2,1
Total des investissements	1 557,3	2 416,2	(858,9)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(41 829,4)	(47 700,8)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(6 035,0)	(6 351,0)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(47 864,4)	(54 051,8)	

Société de développement des entreprises culturelles

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a pour mandat spécifique de promouvoir et de soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles. Elle contribue à accroître la qualité des produits et des services, ainsi que leur capacité à être concurrentielles au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. La SODEC a également pour mandat de protéger, de mettre en valeur et de gérer un parc immobilier patrimonial dont elle est propriétaire depuis 1989.

Pour ce faire, la SODEC :

- Élabore des programmes et administre l'aide gouvernementale destinée aux entreprises culturelles pour soutenir la production, la mise en marché, la diffusion et l'exportation des œuvres, favorisant ainsi la création. Cette aide est accordée sous forme d'investissements, de subventions ou d'aides remboursables en vertu de différents programmes d'aide;
- Offre les services d'une banque d'affaires dans les différents domaines de la culture et des communications. Les outils financiers comprennent le prêt et la garantie de prêt;
- Gère, pour le gouvernement du Québec, les mesures d'aide fiscale destinées aux entreprises culturelles. Celles-ci prennent la forme de crédits d'impôt remboursables liés à la production d'œuvres. Le rôle de la SODEC consiste à évaluer l'admissibilité des entreprises et des projets;
- Mène ou participe à des recherches et à des analyses sectorielles et coordonne le travail de diverses commissions consultatives;
- Est partenaire du Fonds d'investissement de la Culture et des Communications et du Fonds Capital Culture Québec.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec et de revenus autonomes résultant essentiellement d'honoraires de gestion des crédits d'impôt, de revenus d'intérêts ainsi que de revenus de loyer du parc immobilier patrimonial.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 72,3 M\$ en 2018-2019, soit 0,6 M\$ de moins que les revenus probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par des subventions non récurrentes en 2017-2018, combinées à la bonification en 2018-2019 des subventions relatives aux programmes d'aide financière, au fonctionnement et à la prévision des besoins en service de dette.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 72,2 M\$ en 2018-2019, soit 3,5 M\$ de moins que les dépenses probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par la perte sur placement correspondant aux quote-parts des résultats dans les sociétés en commandite.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements sont de 26,7 M\$ en 2018-2019, soit 9,0 M\$ de plus que les investissements probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par l'acquisition et l'aménagement d'un nouvel immeuble.

Société de développement des entreprises culturelles

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	61 443,0	61 548,4	(105,4)
Autres revenus	10 886,5	11 413,2	(526,7)
Total des revenus	72 329,5	72 961,6	(632,1)
Total des dépenses	72 210,6	75 661,9	(3 451,3)
Surplus (déficit) de l'exercice	118,9	(2 700,3)	2 819,2
Surplus (déficit) cumulé au début	(7 361,5)	(4 661,2)	(2 700,3)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(7 242,6)	(7 361,5)	118,9
Investissements			
Immobilisations	12 664,2	2 634,5	10 029,7
Prêts et placements	14 000,0	15 000,0	(1 000,0)
Total des investissements	26 664,2	17 634,5	9 029,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(31 121,2)	(20 364,6)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	(23 300,0)	(31 300,0)	
Total	(54 421,2)	(51 664,6)	

Société de la Place des Arts de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de la Place des Arts de Montréal a pour mission d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer la Place des Arts de Montréal ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

Les revenus annuels proviennent notamment de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés par la location de salles, la billetterie, la location d'espaces de stationnement, les bars et les services qu'elle offre aux producteurs. L'organisme exploite également des espaces locatifs (bureaux, restaurants).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 40,2 M\$ en 2018-2019, soit 2,0 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par l'augmentation de la subvention relative à la prévision des besoins en service de dette.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 38,2 M\$ en 2018-2019, soit 1,1 M\$ de plus que les dépenses probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue des intérêts découlant des emprunts à long terme.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 17,5 M\$ en 2018-2019, soit 1,2 M\$ de moins que les investissements probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par le parachèvement de projets d'investissements importants, notamment une partie de la réfection de l'esplanade de la Place des Arts.

Société de la Place des Arts de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	18 214,6	16 586,2	1 628,4
Autres revenus	22 003,7	21 589,4	414,3
Total des revenus	40 218,3	38 175,6	2 042,7
Total des dépenses	38 230,6	37 166,0	1 064,6
Surplus (déficit) de l'exercice	1 987,7	1 009,6	978,1
Surplus (déficit) cumulé au début	10 338,4	9 328,8	1 009,6
Surplus (déficit) cumulé à la fin	12 326,1	10 338,4	1 987,7
Investissements			
Immobilisations	17 496,0	18 687,1	(1 191,1)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	17 496,0	18 687,1	(1 191,1)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(128 669,4)	(120 598,6)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(128 669,4)	(120 598,6)	

Société de télédiffusion du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de télédiffusion du Québec a pour objet d'exploiter une entreprise de télédiffusion éducative et culturelle afin d'assurer, par tout mode de diffusion, l'accessibilité de ses produits au public. Ces activités ont particulièrement pour but de développer le goût du savoir, de favoriser l'acquisition de connaissances, de promouvoir la vie artistique et culturelle et de refléter les réalités régionales et la diversité de la société québécoise.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec, des revenus de publicité et de location d'antennes, de studios et de locaux.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 84,4 M\$ en 2018-2019, soit 1,7 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018. La variation est principalement attribuable à une subvention additionnelle ponctuelle en fonctionnement en 2018-2019, combinée à une subvention non récurrente obtenue du gouvernement du Québec au cours de l'exercice financier 2017-2018 pour un projet spécifique et une baisse des revenus autonomes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 93,0 M\$ en 2018-2019, soit 9,9 M\$ de plus que les dépenses probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par la radiation d'améliorations locatives et d'équipements techniques à la suite de la relocalisation de la société dans un nouvel immeuble.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 20,5 M\$ en 2018-2019, soit 14,0 M\$ de plus que les investissements probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par l'acquisition et l'aménagement d'un nouvel immeuble.

Société de télédiffusion du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	64 974,0	61 634,1	3 339,9
Autres revenus	19 423,2	21 020,5	(1 597,3)
Total des revenus	84 397,2	82 654,6	1 742,6
Total des dépenses	92 983,7	83 128,6	9 855,1
Surplus (déficit) de l'exercice	(8 586,5)	(474,0)	(8 112,5)
Surplus (déficit) cumulé au début	(18 059,1)	(17 585,1)	(474,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(26 645,6)	(18 059,1)	(8 586,5)
Investissements			
Immobilisations	20 525,3	6 541,4	13 983,9
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	20 525,3	6 541,4	13 983,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(67 642,4)	(54 972,6)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	(2 750,0)	(2 750,0)	
Total	(70 392,4)	(57 722,6)	

Société du Grand Théâtre de Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Grand Théâtre de Québec a pour mission d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer le Grand Théâtre de Québec ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

Les revenus annuels proviennent notamment de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés par la location de salles, la billetterie, la location d'espaces de stationnement et la production de spectacles.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 13,6 M\$ en 2018-2019, soit 0,8 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue de la subvention de fonctionnement.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 13,3 M\$ en 2018-2019, soit 0,9 M\$ de plus que les dépenses probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue des dépenses d'amortissement en lien avec le projet de réfection de l'enveloppe extérieure du bâtiment du Grand Théâtre de Québec.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 17,4 M\$ en 2018-2019, soit 3,6 M\$ de plus que les investissements probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par le projet de réfection de l'enveloppe extérieure du bâtiment du Grand Théâtre de Québec.

Société du Grand Théâtre de Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	6 580,7	6 010,0	570,7
Autres revenus	6 974,3	6 735,0	239,3
Total des revenus	13 555,0	12 745,0	810,0
Total des dépenses	13 297,0	12 406,0	891,0
Surplus (déficit) de l'exercice	258,0	339,0	(81,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 612,0	2 273,0	339,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 870,0	2 612,0	258,0
Investissements			
Immobilisations	17 356,0	13 777,0	3 579,0
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	17 356,0	13 777,0	3 579,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(9 573,0)	(12 349,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(40 138,0)	(23 119,0)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(49 711,0)	(35 468,0)	

Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Conseil de gestion du Fonds vert	-	-
Société québécoise de récupération et de recyclage	41 659,3	41 188,3
Total	41 659,3	41 188,3

Conseil de gestion du Fonds vert

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Créé en 2017, le Conseil de gestion du Fonds vert assure une reddition de comptes complète et une coordination intégrée des projets financés par le Fonds vert.

Il a comme mission d'encadrer la gouvernance du Fonds vert et d'assurer la coordination de sa gestion dans une perspective de développement durable, d'efficacité et de transparence. Il établit les politiques et les pratiques de gouvernance applicables au Fonds vert et détermine des indicateurs et des cibles de performance. Il conseille la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur les mesures financées par le Fonds vert et l'assiste dans l'élaboration de celles-ci.

Le Conseil de gestion du Fonds vert exerce notamment les fonctions suivantes :

- Conclure des ententes avec un ministre ou Transition énergétique Québec pour la réalisation des mesures que comporte le plan d'action pluriannuel sur les changements climatiques et veiller au respect des engagements qu'elles comportent;
- Évaluer la performance du Fonds vert en fonction de ses affectations particulières et recommander à la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques les ajustements requis pour favoriser une meilleure performance;
- Produire annuellement, en collaboration avec la ministre, les comptes du Fonds vert ainsi qu'une planification des mesures financées par le Fonds vert et un plan de dépenses, en conformité avec les objectifs gouvernementaux établis en cette matière.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Le Conseil de gestion du Fonds vert impute ses dépenses au Fonds vert.

LES DÉPENSES

Les dépenses prévues au Conseil de gestion du Fonds vert pour l'exercice financier 2018-2019 sont de 2,2 M\$, soit une augmentation de 1,1 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation est principalement attribuable à l'augmentation de la rémunération s'expliquant par la création récente du Conseil de gestion du Fonds vert.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu en 2018-2019.

Conseil de gestion du Fonds vert

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	-	-	-
Dépenses	2 200,2	1 126,2	1 074,0
Dépenses comptabilisées au Fonds vert	(2 200,2)	(1 126,2)	(1 074,0)
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Société québécoise de récupération et de recyclage

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Soucieuse de faire du Québec un modèle de gestion novatrice et durable des matières résiduelles pour une société sans gaspillage, RECYC-QUÉBEC a pour mission de favoriser la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation des matières résiduelles. RECYC-QUÉBEC influence ainsi les modes de production et de consommation. Elle est l'organisme désigné pour coordonner les activités de mise en valeur prévues à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.

La Société a pour objet de promouvoir, de développer et de favoriser la réduction, le réemploi, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières ou de produits ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources. À ces fins, elle peut, notamment :

- Administrer tout système de consignment;
- Réaliser des travaux de recherche ou de développement et mettre au point ou implanter des technologies;
- Favoriser, par toute mesure technique ou financière appropriée, la création et le développement d'entreprises œuvrant dans la réduction, le réemploi, la récupération, le recyclage ou la valorisation;
- Promouvoir, développer et maintenir des marchés pour les contenants, emballages, matières ou produits récupérés et pour les produits issus du recyclage ou de la valorisation;
- Promouvoir, par des projets éducatifs appropriés, des mesures de conservation des ressources, de réduction, de réemploi, de récupération, de recyclage ou de valorisation;
- Administrer tout programme du gouvernement, de l'un de ses ministères ou organismes, dans un domaine connexe à ses objets, ou les assister dans l'élaboration de ces programmes.

De plus, la Société veille à promouvoir la mise en œuvre de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, prise par le gouvernement en application de l'article 53.4 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2).

Les principales sources de revenus sont les droits environnementaux sur les pneus, la contribution du gouvernement du Québec, la consignment des contenants à remplissage unique et la contribution des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de RECYC-QUÉBEC pour 2018-2019 s'élèvent à 41,7 M\$ comparativement à des revenus probables de 49,7 M\$ pour l'exercice 2017-2018. Cette diminution de 8,0 M\$ s'explique par la prévision à la baisse de revenus en provenance du Fonds vert, par une baisse des revenus du système de consignment et de collecte sélective, ainsi que par une diminution des revenus du droit perçu sur les pneus.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de RECYC-QUÉBEC pour 2018-2019 s'élèvent à 41,2 M\$ comparativement à des dépenses probables de 47,3 M\$ pour l'exercice 2017-2018. Cette diminution de 6,1 M\$ s'explique principalement par la baisse des coûts des programmes couverts par le Fonds vert et par le programme de gestion des pneus hors d'usage.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements en immobilisations représentent principalement la continuité et l'optimisation des activités ou services actuels.

Société québécoise de récupération et de recyclage

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus ¹	41 659,3	49 702,8	(8 043,5)
Total des revenus	41 659,3	49 702,8	(8 043,5)
Total des dépenses	41 188,3	47 287,6	(6 099,3)
Surplus (déficit) de l'exercice	471,0	2 415,2	(1 944,2)
Surplus (déficit) cumulé au début	63 118,2	60 703,0	2 415,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	63 589,2	63 118,2	471,0
Investissements			
Immobilisations	677,5	426,9	250,6
Prêts et placements	-	32 563,0	(32 563,0)
Total des investissements	677,5	32 989,9	(32 312,4)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

¹ Incluant un montant de 8,2 M\$ en 2017-2018 et de 4,2 M\$ en 2018-2019 en provenance du Fonds vert.

Économie, Science et Innovation

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Centre de recherche industrielle du Québec	32 809,1	32 487,0
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	68 367,8	69 001,7
Fonds de recherche du Québec - Santé	118 418,1	118 418,1
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	64 444,4	64 576,9
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	6 830,8	5 882,6
Total	290 870,2	290 366,3

Centre de recherche industrielle du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) a pour mission de contribuer à la compétitivité des secteurs industriels québécois et à la croissance des organismes en soutenant l'innovation, la productivité et les exportations. Le CRIQ a comme mandat d'être partenaire des entreprises et de l'État pour un Québec industriel innovateur, productif et compétitif.

Le CRIQ réalise des mandats dans plusieurs secteurs d'activité économique tels que l'aéronautique, l'agroalimentaire, l'énergie, l'exploitation minière, les matériaux plastiques, les technologies de l'information, les produits du bois, le matériel de transport et la fabrication additive.

Le CRIQ offre une gamme d'essais, des tests spécialisés et permet l'accès à des équipements à la fine pointe de la technologie. Il réalise des projets de recherche et de développement qui sont en mesure d'améliorer la productivité, la compétitivité et l'efficacité industrielle des entreprises québécoises. Il offre également des services d'informations stratégiques en mesure d'améliorer l'intelligence d'affaires de ces entreprises. De plus, à titre de direction du CRIQ, le Bureau de la normalisation du Québec apporte des solutions aux besoins des organisations par l'élaboration de normes et de programmes de certification.

Les revenus du CRIQ proviennent en partie de la clientèle externe, telle que les entreprises, les organismes et certains ministères dans le cadre de projets spécifiques, et en partie d'une contribution du gouvernement du Québec qui permet de mettre en place un programme de recherche et d'innovation afin d'améliorer la productivité et la compétitivité du tissu industriel québécois.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du CRIQ s'établissent à 32,8 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 0,8 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2017-2018. La variation s'explique principalement par une croissance des ventes externes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du CRIQ s'établissent à 32,5 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 1,3 M\$ de plus que les dépenses probables de l'exercice 2017-2018. La variation s'explique essentiellement par une augmentation de la rémunération afin d'assurer la réalisation des projets planifiés en 2018-2019 et par une augmentation de la dépense d'amortissement à la suite de l'acquisition d'équipements spécialisés.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 8,6 M\$ pour l'exercice 2018-2019. La hausse de 5,3 M\$, par rapport à l'exercice 2017-2018, est attribuable principalement à l'implantation d'un laboratoire spécialisé et à l'acquisition de certains équipements.

Centre de recherche industrielle du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	13 871,1	13 871,1	-
Autres revenus	18 938,0	18 184,0	754,0
Total des revenus	32 809,1	32 055,1	754,0
Total des dépenses	32 487,0	31 193,0	1 294,0
Surplus (déficit) de l'exercice	322,1	862,1	(540,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	(14 964,1)	(15 826,2)	862,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(14 642,0)	(14 964,1)	322,1
Investissements			
Immobilisations	8 597,0	3 322,0	5 275,0
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	8 597,0	3 322,0	5 275,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(14 403,0)	(11 543,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(14 403,0)	(11 543,0)	

Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1).

Le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies a pour mission de soutenir financièrement et de promouvoir la recherche universitaire et collégiale, la formation de personnel hautement qualifié, la diffusion de connaissances dans les domaines des sciences naturelles, des sciences mathématiques et du génie, et ainsi contribuer au développement scientifique et à l'innovation, ainsi qu'à la prospérité économique et au développement durable du Québec.

Les revenus proviennent en grande majorité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2018-2019, les prévisions de revenus s'établissent à 68,4 M\$, soit une augmentation de 2,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation est principalement attribuable à une augmentation des revenus provenant de la bonification du financement des trois Fonds de recherche du Québec annoncée dans le Plan économique du Québec de mars 2017 afin d'encourager la recherche et l'innovation dans les établissements d'enseignement supérieur et à une diminution des autres revenus.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2018-2019, le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies prévoit des dépenses de 69,0 M\$, soit une augmentation de 3,3 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par une augmentation attribuable à la bonification du financement.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus pour l'exercice 2018-2019 s'inscrivent dans le projet d'harmonisation des systèmes administratifs des trois Fonds de recherche du Québec.

Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	62 742,8	56 000,7	6 742,1
Autres revenus	5 625,0	9 653,0	(4 028,0)
Total des revenus	68 367,8	65 653,7	2 714,1
Total des dépenses	69 001,7	65 653,7	3 348,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(633,9)	-	(633,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	633,9	633,9	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	633,9	(633,9)
Investissements			
Immobilisations	342,0	449,0	(107,0)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	342,0	449,0	(107,0)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Fonds de recherche du Québec - Santé

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Santé est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1). Le Fonds de recherche du Québec - Santé a pour mission d'agir comme catalyseur de la recherche en santé au Québec :

- En planifiant, coordonnant et soutenant le développement de l'ensemble des secteurs de la recherche publique en santé humaine;
- En favorisant l'émergence de partenariats de recherche avec le secteur public, l'industrie et le milieu caritatif;
- En maximisant les retombées de la recherche sur la santé des citoyens, sur le développement économique et sur le rayonnement du Québec au Canada et au niveau international.

Les sources de revenus proviennent majoritairement du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Le Fonds de recherche du Québec - Santé reçoit également des revenus du secteur privé et du milieu caritatif.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2018-2019, les prévisions de revenus s'établissent à 118,4 M\$, soit une augmentation de 10,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation est principalement attribuable à la bonification du financement des trois Fonds de recherche du Québec prévue dans le Plan économique du Québec de mars 2017 pour encourager la recherche et l'innovation dans les établissements d'enseignement supérieur et par un rehaussement de la participation de la Régie de l'assurance maladie du Québec au programme des chercheurs-boursiers du Fonds de recherche du Québec - Santé.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2018-2019, le Fonds de recherche du Québec - Santé prévoit des dépenses de 118,4 M\$, soit une hausse de 10,0 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La variation s'explique principalement par la bonification du financement des trois Fonds de recherche du Québec annoncée dans le Plan économique du Québec afin de soutenir le développement des meilleurs talents, d'accroître la compétitivité des regroupements de chercheurs et de répondre aux grands défis sociaux, environnementaux et économiques du Québec.

De plus, des dépenses additionnelles sont également prévues pour le programme des chercheurs-boursiers liées au rehaussement de la contribution de la Régie de l'assurance maladie du Québec dans ce programme.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus pour l'exercice 2018-2019 s'inscrivent dans le projet d'harmonisation des systèmes administratifs des trois Fonds de recherche du Québec.

Fonds de recherche du Québec - Santé

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	90 980,4	84 572,1	6 408,3
Autres revenus	27 437,7	23 137,7	4 300,0
Total des revenus	118 418,1	107 709,8	10 708,3
Total des dépenses	118 418,1	108 402,7	10 015,4
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(692,9)	692,9
Surplus (déficit) cumulé au début	-	692,9	(692,9)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	159,0	435,8	(276,8)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	159,0	435,8	(276,8)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Fonds de recherche du Québec - Société et culture

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Société et culture est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1).

Le Fonds de recherche du Québec - Société et culture se consacre au développement du système de recherche et d'innovation québécois en sciences sociales et humaines, en arts et en lettres. Pour ce faire, le Fonds soutient financièrement la recherche et la formation des chercheurs dans ces secteurs en plus de favoriser la diffusion et le transfert des connaissances. Il établit aussi les partenariats nécessaires à l'avancement des connaissances scientifiques portant sur des problématiques sociétales.

Les divers programmes de bourses et de subventions s'adressent à quelque 4 500 professeurs-chercheurs et professeurs-chercheurs-créeurs, à près de 17 000 étudiants à la maîtrise et au doctorat et de stagiaires postdoctoraux qui œuvrent dans les grands domaines de recherche couverts par le Fonds. Bon an mal an, près de 1 300 étudiants des 2^e et 3^e cycles et chercheurs postdoctorants reçoivent une aide financière par l'entremise des bourses d'excellence et de perfectionnement. Le Fonds se positionne également au service des milieux de pratique, d'intervention et de décision qui manifestent des besoins en recherche, en favorisant le maillage avec la communauté des chercheurs.

Le Fonds s'acquitte de sa mission grâce à un partenariat actif avec, d'une part, les universités et les administrateurs de la recherche et, d'autre part, les professeurs-chercheurs qui participent aux comités d'évaluation des demandes d'aide financière soumises au Fonds.

Les revenus proviennent en grande majorité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2018-2019, les prévisions de revenus s'établissent à 64,4 M\$, soit une augmentation de 6,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation est principalement attribuable à la bonification du financement des trois Fonds de recherche du Québec prévue au Plan économique du Québec de mars 2017 pour encourager la recherche et l'innovation dans les établissements d'enseignement supérieur.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2018-2019, le Fonds de recherche du Québec - Société et culture prévoit des dépenses de 64,6 M\$, soit une hausse de 6,8 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation est principalement attribuable à la bonification du financement des trois Fonds de recherche du Québec annoncée au Plan économique du Québec de mars 2017.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus pour l'exercice 2018-2019 s'inscrivent dans le projet d'harmonisation des systèmes administratifs des trois Fonds de recherche du Québec.

Fonds de recherche du Québec - Société et culture

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	60 814,4	53 949,1	6 865,3
Autres revenus	3 630,0	3 814,5	(184,5)
Total des revenus	64 444,4	57 763,6	6 680,8
Total des dépenses	64 576,9	57 763,6	6 813,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(132,5)	-	(132,5)
Surplus (déficit) cumulé au début	132,5	132,5	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	132,5	(132,5)
Investissements			
Immobilisations	109,0	174,0	(65,0)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	109,0	174,0	(65,0)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire. La Société a pour objet de promouvoir l'établissement de nouvelles entreprises et de fournir les infrastructures nécessaires à l'implantation et à l'exploitation d'entreprises de grande envergure.

Ses principales sources de revenus sont les revenus portuaires, le service d'eau industrielle, le remboursement, par la Ville de Bécancour, de certains frais d'entretien, les locations d'immeubles et les ventes de terrains.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 6,8 M\$ en 2018-2019, soit 0,4 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018. La variation s'explique par une augmentation des droits et permis portuaires pour 2018-2019 (modification à la structure tarifaire) ainsi que par une augmentation des revenus divers prévus.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 5,9 M\$ en 2018-2019, soit un montant comparable aux dépenses probables 2017-2018.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 5,0 M\$ en 2018-2019, soit 3,7 M\$ de plus que les investissements probables 2017-2018. Ce montant servira notamment à effectuer des travaux dans la zone portuaire (dragage, agrandissement de l'aire d'entreposage, etc.).

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	6 830,8	6 399,9	430,9
Total des revenus	6 830,8	6 399,9	430,9
Total des dépenses	5 882,6	5 717,3	165,3
Surplus (déficit) de l'exercice	948,2	682,6	265,6
Surplus (déficit) cumulé au début	13 851,6	13 169,0	682,6
Surplus (déficit) cumulé à la fin	14 799,8	13 851,6	948,2
Investissements			
Immobilisations	5 000,0	1 300,0	3 700,0
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	5 000,0	1 300,0	3 700,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(16 945,0)	(16 931,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(16 945,0)	(16 931,0)	

Éducation et Enseignement supérieur

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Commission de la capitale nationale du Québec	22 540,3	22 924,8
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	39 916,4	41 137,5
Institut national des mines	975,5	1 106,5
Total	63 432,2	65 168,8

Commission de la capitale nationale du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Commission de la capitale nationale du Québec (Commission) veille à ce que la capitale soit aménagée et développée en mettant en valeur ses attributs de lieu central d'exercice du pouvoir politique et administratif et de symbole national de rassemblement de tous les citoyens du Québec. Elle en assure également la promotion.

À cette fin, la Commission peut notamment, sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec :

- Contribuer à l'aménagement et à l'amélioration des édifices et équipements majeurs qui caractérisent une capitale;
- Établir des places, des parcs et jardins, des promenades, des monuments et oeuvres d'art;
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'architecture et du paysage;
- Contribuer à la conservation, à la mise en valeur et à l'accessibilité de places, de parcs et jardins, de promenades et voies publiques de même que de sites, ouvrages, monuments et biens historiques assurant l'embellissement ou le rayonnement de la capitale;
- Contribuer à la réalisation de travaux destinés à améliorer l'accès à la capitale.

La Commission veille aussi à l'entretien et à la mise en valeur des lieux de sépulture des premiers ministres du Québec, que ces lieux soient ou non situés sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec.

La Commission peut exceptionnellement, avec l'autorisation du gouvernement et lorsque les circonstances particulières le justifient, aménager des sites, monuments et biens historiques contribuant au rayonnement de la capitale à l'extérieur du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec.

La Commission contribue à l'organisation et à la promotion d'activités et de manifestations à caractère historique, culturel et social destinées à mettre en valeur la capitale.

Les revenus annuels de la Commission proviennent principalement de la subvention du gouvernement du Québec.

La Commission reçoit également des contributions de partenaires ainsi que des revenus autonomes (locations de salles, stationnements, droits d'entrée, activités éducatives, redevances et revenus d'intérêts).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions des revenus de la Commission s'établissent à 22,5 M\$ en 2018-2019, soit 2,3 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation de la subvention relative au service de dette et de la subvention couvrant les dépenses d'opérations.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Commission s'établissent à 22,9 M\$ en 2018-2019, soit 5,3 M\$ de plus que la dépense probable 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation de la dépense d'amortissement, du service de dette, des dépenses d'opération ainsi que des dépenses liées à certains projets.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Commission s'établissent à 54,2 M\$ en 2018-2019, soit 47,0 M\$ de plus que les investissements probables 2017-2018. Cette augmentation provient de l'acquisition prévue en 2018-2019 de la place des Canotiers et de la poursuite de certains projets tels que les Nouvelles-Casernes et le plan de maintien d'actifs.

Commission de la capitale nationale du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	20 713,5	18 354,8	2 358,7
Autres revenus	1 826,8	1 922,2	(95,4)
Total des revenus	22 540,3	20 277,0	2 263,3
Total des dépenses	22 924,8	17 638,1	5 286,7
Surplus (déficit) de l'exercice	(384,5)	2 638,9	(3 023,4)
Surplus (déficit) cumulé au début	42 680,2	40 041,3	2 638,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	42 295,7	42 680,2	(384,5)
Investissements			
Immobilisations	54 222,4	7 227,0	46 995,4
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	54 222,4	7 227,0	46 995,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(85 962,5)	(55 677,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(85 962,5)	(55 677,0)	

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) a pour objet de fournir des activités de formation professionnelle dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, comprenant des activités de perfectionnement et de recyclage, de faire de la recherche, d'apporter de l'aide technique, de produire de l'information et de fournir des services dans ces domaines.

L'Institut réalise ses mandats conformément aux dispositions contenues dans sa loi constitutive. À titre de centre d'excellence en matière d'enseignement spécialisé en tourisme, en hôtellerie et en restauration, l'ITHQ mise sur une approche pédagogique distinctive, des activités de recherche appliquées ainsi qu'une collaboration soutenue avec l'industrie, dans le but de former une relève d'avant-garde et les leaders de demain.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec. L'ITHQ a également des revenus autonomes provenant de l'hébergement commercial, du service de restauration ainsi que des formations spécialisées. Il peut également compter sur le soutien de sa fondation pour l'octroi de bourses aux étudiants et pour la réalisation de projets particuliers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour 2018-2019, les prévisions de revenus s'établissent à 39,9 M\$, soit 1,5 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation de la subvention provenant du portefeuille ministériel.

LES DÉPENSES

Pour 2018-2019, les prévisions de dépenses s'établissent à 41,1 M\$, soit 1,5 M\$ de plus que les dépenses probables 2017-2018. Cette variation est notamment attribuable à la hausse de la masse salariale et du budget de fonctionnement.

LES INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice 2018-2019, les prévisions d'investissements s'établissent à 1,2 M\$, soit une diminution de 4,3 M\$ par rapport aux investissements probables 2017-2018 découlant notamment d'investissements en immobilisations tangibles moins élevés en 2018-2019.

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	29 639,9	28 015,8	1 624,1
Autres revenus	10 276,5	10 446,0	(169,5)
Total des revenus	39 916,4	38 461,8	1 454,6
Total des dépenses	41 137,5	39 684,0	1 453,5
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 221,1)	(1 222,2)	1,1
Surplus (déficit) cumulé au début	(23 933,2)	(22 711,0)	(1 222,2)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(25 154,3)	(23 933,2)	(1 221,1)
Investissements			
Immobilisations	1 198,1	3 143,4	(1 945,3)
Prêts et placements	-	2 358,8	(2 358,8)
Total des investissements	1 198,1	5 502,2	(4 304,1)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(49 125,6)	(51 115,8)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(49 125,6)	(51 115,8)	

Institut national des mines

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national des mines a pour objectif de conseiller le gouvernement du Québec dans la mise en œuvre d'une offre de formation d'avant-garde contribuant au développement du plein potentiel du secteur minier.

Les revenus proviennent presque exclusivement d'une subvention du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Institut national des mines s'établissent à près de 1,0 M\$ en 2018-2019, soit au même niveau qu'en 2017-2018.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Institut national des mines s'établissent à 1,1 M\$ en 2018-2019, soit une diminution de près de 0,1 M\$ par rapport à celles de 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par la diminution des dépenses de fonctionnement, notamment des services professionnels.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus en 2018-2019 sont en baisse par rapport à ceux de 2017-2018. Cette diminution s'explique principalement par la fin de paiement d'améliorations locatives.

Institut national des mines

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	970,0	970,0	-
Autres revenus	5,5	5,5	-
Total des revenus	975,5	975,5	-
Total des dépenses	1 106,5	1 175,8	(69,3)
Surplus (déficit) de l'exercice	(131,0)	(200,3)	69,3
Surplus (déficit) cumulé au début	427,7	628,0	(200,3)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	296,7	427,7	(131,0)
Investissements			
Immobilisations	23,0	41,0	(18,0)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	23,0	41,0	(18,0)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Énergie et Ressources naturelles

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Régie de l'énergie	16 290,7	17 268,4
Société de développement de la Baie-James	35 888,7	35 133,8
Société du Plan Nord	77 074,3	69 474,3
Transition énergétique Québec	59 743,9	59 814,4
Total	188 997,6	181 690,9

Régie de l'énergie

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie de l'énergie est un tribunal de régulation économique qui encadre et surveille le secteur énergétique. La Régie fixe, notamment, les tarifs et les conditions de services destinés aux consommateurs québécois d'électricité et de gaz naturel.

Le financement provient principalement de redevances provenant du transporteur d'électricité ainsi que des distributeurs d'électricité, de gaz naturel et de produits pétroliers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice financier 2018-2019, les prévisions de revenus de la Régie s'établissent à 16,3 M\$, soit une augmentation de 2,0 M\$ comparativement à l'exercice financier précédent. La variation s'explique par une augmentation de l'apport des redevances annuelles, dont le calcul tient compte de l'excédent cumulé libre d'affectation à la fin de l'exercice financier précédent, et par le versement d'une subvention du Ministère pour les nouveaux mandats découlant de la Politique énergétique 2030.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Régie pour l'exercice financier 2018-2019 s'établissent à 17,3 M\$, soit 3,3 M\$ de plus que l'exercice précédent. La variation s'explique par la mise en œuvre de nouvelles activités découlant de la Politique énergétique 2030.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements pour l'exercice financier 2018-2019 s'établissent à 0,7 M\$, soit une hausse de 0,3 M\$ comparativement à l'exercice financier précédent. La variation s'explique par le développement d'applications informatiques liées à la mission de la Régie.

Régie de l'énergie

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	1 092,6	216,5	876,1
Autres revenus	15 198,1	14 065,3	1 132,8
Total des revenus	16 290,7	14 281,8	2 008,9
Total des dépenses	17 268,4	14 010,5	3 257,9
Surplus (déficit) de l'exercice	(977,7)	271,3	(1 249,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 471,3	2 200,0	271,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 493,6	2 471,3	(977,7)
Investissements			
Immobilisations	677,7	409,1	268,6
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	677,7	409,1	268,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Société de développement de la Baie-James

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de développement de la Baie-James a pour mission de favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques relevant du mandat d'Hydro-Québec, du territoire de la région de la Baie-James. Elle peut notamment susciter, soutenir et participer à la réalisation de projets visant ces fins. Elle a également pour mission d'aménager le territoire sous réserve de la compétence municipale en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Le financement provient de la tarification perçue pour les biens et services offerts aux clientèles, notamment la gestion d'infrastructures de transport, les ventes du relais routier (carburant, hébergement et restauration), les revenus de location ainsi que des revenus de placements.

Le financement du projet de réfection de la route de la Baie-James provient de la Société du Plan Nord et du gouvernement fédéral.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2018-2019, les prévisions de revenus s'établissent à 35,9 M\$, soit une diminution de 5,6 M\$ en comparaison de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement expliquée par l'obtention d'une contribution plus importante en 2017-2018 provenant de la Société du Plan Nord dans le cadre du projet de réfection de la route de la Baie-James.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2018-2019, les prévisions de dépenses s'établissent à 35,1 M\$, soit une hausse de 2,9 M\$ en comparaison de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement expliquée par la dépense d'amortissement et les frais de financement liés au projet de réfection de la route de la Baie-James.

LES INVESTISSEMENTS

Le total des investissements pour l'exercice 2018-2019 est de 72,9 M\$. La hausse des investissements de 52,8 M\$ par rapport à l'exercice précédent s'explique principalement par le budget prévu dans le cadre du projet de réfection de la route de la Baie-James.

Société de développement de la Baie-James

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	35 888,7	41 511,7	(5 623,0)
Total des revenus	35 888,7	41 511,7	(5 623,0)
Total des dépenses	35 133,8	32 234,4	2 899,4
Surplus (déficit) de l'exercice	754,9	9 277,3	(8 522,4)
Surplus (déficit) cumulé au début	(22 659,9)	(31 937,2)	9 277,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(21 905,0)	(22 659,9)	754,9
Investissements			
Immobilisations	71 741,8	18 127,6	53 614,2
Prêts et placements	1 200,0	2 000,0	(800,0)
Total des investissements	72 941,8	20 127,6	52 814,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(76 986,8)	(11 999,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(76 986,8)	(11 999,0)	

Société du Plan Nord

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Plan Nord, créée par la Loi sur la Société du Plan Nord (RLRQ, chapitre S-16.11), est entrée en fonction le 1^{er} avril 2015. Elle a pour mission, dans une perspective de développement durable, de contribuer au développement intégré et cohérent du territoire du Plan Nord, en conformité avec les orientations définies par le gouvernement relativement au Plan Nord et en concertation avec les représentants des régions et des nations autochtones concernées ainsi que du secteur privé.

Les activités qu'elle réalise ont trait, notamment, à la réalisation d'infrastructures, à l'appui aux communautés locales et autochtones dans leurs projets de développement communautaires, sociaux et économiques, à la réalisation d'activités de recherche et de développement, à la mise en place de mécanismes assurant la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité ainsi qu'à la maximisation des retombées économiques générées par la mise en valeur des ressources naturelles du Plan Nord.

Le financement provient des contributions qu'elle reçoit, des droits qu'elle perçoit et des sommes provenant du Fonds du Plan Nord qui sont mises à sa disposition.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société s'établissent à 77,1 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit une augmentation de 16,6 M\$ comparativement à l'exercice précédent. Cette variation s'explique principalement par une diminution des revenus de subventions à recevoir du Fonds du Plan Nord et une augmentation des revenus tirés de la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 69,5 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit une diminution de 2,4 M\$ en comparaison avec l'exercice précédent. Cette variation s'explique principalement par une baisse du montant des subventions versées dans le cadre de sa mission et une hausse des frais de fonctionnement et de la rémunération.

LES INVESTISSEMENTS

La diminution des investissements de 17,8 M\$ s'explique principalement par une diminution des avances accordées à la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire en comparaison avec l'exercice précédent.

Société du Plan Nord

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	77 074,3	60 428,0	16 646,3
Total des revenus	77 074,3	60 428,0	16 646,3
Total des dépenses	69 474,3	71 880,6	(2 406,3)
Surplus (déficit) de l'exercice	7 600,0	(11 452,6)	19 052,6
Surplus (déficit) cumulé au début	88 825,4	100 278,0	(11 452,6)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	96 425,4	88 825,4	7 600,0
Investissements			
Immobilisations	446,0	1,2	444,8
Prêts et placements	2 600,0	20 820,0	(18 220,0)
Total des investissements	3 046,0	20 821,2	(17 775,2)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Transition énergétique Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Transition énergétique Québec (TEQ) est une personne morale, mandataire de l'État, instituée le 1^{er} avril 2017. Elle a pour mission de soutenir, de stimuler et de promouvoir la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques et d'en assurer une gouvernance intégrée. Elle coordonne la mise en œuvre de l'ensemble des programmes et des mesures nécessaires à l'atteinte des cibles en matière énergétique déterminées par le gouvernement et en assure le suivi.

Dans le cadre de sa mission, elle élabore le plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétiques dans une perspective de développement économique responsable et durable.

Les activités de TEQ sont financées par la quote-part annuelle qu'elle reçoit des distributeurs d'énergie, par les sommes provenant du Fonds de transition énergétique mises à sa disposition et par les autres sommes qu'elle reçoit.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2018-2019, les prévisions de revenus s'établissent à 59,7 M\$, soit une hausse de 4,1 M\$ en comparaison de l'exercice précédent. Cette hausse provient principalement de l'augmentation de la quote-part annuelle 2018-2019.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 59,8 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit une hausse de 2,6 M\$ en comparaison de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par une hausse de la participation dans les programmes qu'elle administre.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,6 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit une hausse de 0,2 M\$ en comparaison de l'exercice précédent. Cette variation s'explique essentiellement par la refonte de l'application pour les programmes de la clientèle affaires.

Transition énergétique Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	11 000,0	(11 000,0)
Autres revenus	59 743,9	44 664,0	15 079,9
Total des revenus	59 743,9	55 664,0	4 079,9
Total des dépenses¹	59 814,4	57 235,3	2 579,1
Surplus (déficit) de l'exercice	(70,5)	(1 571,3)	1 500,8
Surplus (déficit) cumulé au début	70,5	1 641,8 ²	(1 571,3)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	70,5	(70,5)
Investissements			
Immobilisations	602,0	394,8	207,2
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	602,0	394,8	207,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	12 000,0	21 000,0	
Total	12 000,0	21 000,0	

¹ De plus, un montant de 159,7 M\$ en 2017-2018 et de 185,0 M\$ en 2018-2019 est imputé au Fonds vert.² Une partie du surplus cumulé au début à Transition énergétique Québec, soit 1,6 M\$, provient du surplus cumulé du Fonds des ressources naturelles (volet Efficacité et innovation énergétiques).

Finances

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Agence du revenu du Québec	1 220 699,0	1 220 699,0
Autorité des marchés financiers	176 134,0	144 368,9
Financement-Québec	288 410,3	262 639,0
Institut de la statistique du Québec	30 232,7	30 232,7
Société de financement des infrastructures locales du Québec	653 031,4	658 777,0
Total	2 368 507,4	2 316 716,6

Agence du revenu du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Revenu Québec a la charge :

- D'assurer la perception des impôts et des taxes afin que chacun paie sa juste part du financement des services publics;
- D'administrer le Programme de perception des pensions alimentaires afin d'assurer la régularité du soutien financier prévu auquel ont droit les enfants et les parents gardiens;
- D'administrer les programmes sociofiscaux et tout autre programme de perception et de redistribution de fonds que lui confie le gouvernement;
- D'assurer l'administration provisoire des biens non réclamés et leur liquidation pour en verser la valeur aux ayants droit ou, à défaut, au ministre des Finances;
- De recommander au gouvernement des modifications à apporter à la politique fiscale ou à d'autres programmes.

Cette mission est fondamentale pour le gouvernement. Elle est la source du financement de son fonctionnement et de celui de la majorité des services publics. Elle permet aussi à certains citoyens de pouvoir compter sur les interventions de Revenu Québec pour avoir accès rapidement aux montants auxquels ils ont droit.

Les sources de revenus de Revenu Québec sont :

- Les contributions du Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF);
- La tarification de services au gouvernement du Canada;
- Les tarifications fiscale et alimentaire;
- La tarification de services à des ministères et organismes provinciaux;
- Les honoraires pour l'administration des biens non réclamés;
- Les contributions du gouvernement du Canada.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Le total des revenus du budget 2018-2019 s'établit à 1 220,7 M\$, soit 75,6 M\$ de plus que les revenus prévus de 2017-2018. Cette augmentation de revenus provient principalement du FRAF.

LES DÉPENSES

Le total des dépenses du budget 2018-2019 s'établit à 1 220,7 M\$, soit 75,6 M\$ de plus que les dépenses prévues en 2017-2018. Cette variation est principalement due à l'ajout de nouvelles initiatives concernant notamment les paradis fiscaux ainsi que l'entretien des systèmes informatiques.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus en ressources informationnelles sont de 87,7 M\$ en 2018-2019. Pour leur part, les investissements en immobilisations tangibles sont évalués à 18,7 M\$ en 2018-2019.

La variation de 9,0 M\$ s'explique notamment par le fait que plusieurs projets en gestion immobilière planifiés en 2017-2018 ont été reportés en 2018-2019 et aux exercices subséquents.

Agence du revenu du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 220 699,0	1 145 137,0	75 562,0
Total des revenus	1 220 699,0	1 145 137,0	75 562,0
Total des dépenses	1 220 699,0	1 145 137,0	75 562,0
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	95 401,2	95 401,2	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	95 401,2	95 401,2	-
Investissements			
Immobilisations	106 410,0	97 333,6	9 076,4
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	106 410,0	97 333,6	9 076,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(194 629,8)	(162 021,3)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	5 000,0	24 700,0	
Total	(189 629,8)	(137 321,3)	

Autorité des marchés financiers

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Instituée par la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (RLRQ, chapitre A-33.2), le 1^{er} février 2004, l'Autorité des marchés financiers (AMF) se distingue par un encadrement intégré du secteur financier québécois, notamment dans les domaines des assurances, des valeurs mobilières, des instruments dérivés, des institutions de dépôt à l'exception des banques et de la distribution de produits et services financiers.

Elle a aussi le mandat d'encadrer les entreprises de services monétaires et de délivrer les autorisations aux entreprises qui souhaitent conclure des contrats et sous-contrats publics ainsi que les autorisations pour les administrateurs de régimes volontaires d'épargne-retraite.

La mission de l'AMF vise à :

- Assister les consommateurs de produits financiers et les utilisateurs de services financiers, faciliter le traitement des plaintes et mettre en place des programmes d'éducation;
- Assurer le respect des normes de solvabilité applicables aux institutions financières et autres intervenants du secteur financier;
- Encadrer la distribution des produits et services financiers;
- Encadrer les activités de bourse et de compensation ainsi que l'encadrement des marchés de valeurs mobilières;
- Assurer l'encadrement des marchés de dérivés, notamment des bourses et des chambres de compensation de dérivés;
- Voir à la mise en place de programmes de protection et d'indemnisation des consommateurs de produits et d'utilisateurs de services financiers et administrer le fonds d'indemnisation prévu à la loi.

Les revenus de l'AMF proviennent essentiellement du paiement de droits, de cotisations, de primes, d'intérêts sur placements, de sanctions administratives et amendes et de contributions du gouvernement du Québec (lutte à l'évasion fiscale et administration du registre des entreprises autorisées).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions 2018-2019 de revenus de l'AMF s'établissent à 176,1 M\$, soit 16,1 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation des revenus de droits et de cotisations de 5,7 M\$ et une augmentation des revenus de placement de 10,2 M\$.

LES DÉPENSES

Les prévisions 2018-2019 de dépenses de l'AMF s'établissent à 144,4 M\$, soit 11,7 M\$ de plus que les dépenses probables 2017-2018.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation des dépenses de rémunération de 4,3 M\$ reliée à la progression salariale et à l'ajout d'effectifs, par une augmentation de 4,9 M\$ des frais de services professionnels à la suite de la révision de la planification qui amène le déplacement de certains projets et par une augmentation de la dépense d'amortissement de 1,8 M\$ relativement à des projets majeurs.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions 2018-2019 d'investissements de l'AMF s'établissent à 48,2 M\$, dont 31,0 M\$ en placements. Ceci représente 15,3 M\$ de plus que les investissements probables 2017-2018.

Cette variation s'explique par une augmentation de 8,4 M\$ des placements de portefeuille découlant de l'accroissement des recettes du Fonds d'assurance-dépôts et par une augmentation de 6,9 M\$ des investissements en immobilisations. Les investissements en immobilisations sont principalement composés de projets de développement de systèmes informatiques.

Autorité des marchés financiers

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	176 134,0	160 064,6	16 069,4
Total des revenus	176 134,0	160 064,6	16 069,4
Total des dépenses	144 368,9	132 625,9	11 743,0
Surplus (déficit) de l'exercice	31 765,1	27 438,7	4 326,4
Surplus (déficit) cumulé au début	837 247,2	809 808,5	27 438,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	869 012,3	837 247,2	31 765,1
Investissements			
Immobilisations	17 152,0	10 222,0	6 930,0
Prêts et placements	31 043,0	22 673,0	8 370,0
Total des investissements	48 195,0	32 895,0	15 300,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Financement-Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Financement-Québec (la Société) a été instituée par la Loi sur Financement-Québec (RLRQ, chapitre F-2.01) entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1999. La Société est une personne morale à fonds social, mandataire de l'État.

La Société a pour mission de fournir des services financiers aux organismes publics visés par sa loi constitutive. Elle les finance directement en leur accordant des prêts. Elle les conseille en vue de faciliter leur accès au crédit et de minimiser leurs coûts de financement et, à cette fin, élabore des programmes de financement. La Société peut, en outre, fournir aux organismes publics des services en matière d'analyse et de gestion financière.

La Société impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux engagés sur les emprunts effectués. La Société impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Le niveau de frais imputés est soumis à l'approbation du gouvernement.

Les titres de créance émis par la Société sont garantis par le gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société pour l'exercice financier 2018-2019 sont de 288,4 M\$, soit une diminution de 45,6 M\$ par rapport à ceux prévus pour l'exercice financier 2017-2018. Cette variation s'explique essentiellement par la diminution de l'encours des prêts à court et à long terme.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société pour l'exercice financier 2018-2019 sont de 262,6 M\$, soit 43,7 M\$ de moins que celles prévues pour l'exercice financier 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par la diminution de l'encours des emprunts à court et à long terme.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Société s'établissent à 1 141,0 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019.

Financement-Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	288 410,3	334 024,0	(45 613,7)
Total des revenus	288 410,3	334 024,0	(45 613,7)
Total des dépenses	262 639,0	306 379,6	(43 740,6)
Surplus (déficit) de l'exercice	25 771,3	27 644,4	(1 873,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	655 270,0	602 994,4	52 275,6
Variation de la valeur marchande des produits dérivés	(23 651,2)	24 631,2	(48 282,4)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	657 390,1	655 270,0	2 120,1
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	1 140 963,6	1 192 015,2	(51 051,6)
Total des investissements	1 140 963,6	1 192 015,2	(51 051,6)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(30 148,0)	(35 762,5)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(4 711 096,5)	(7 889 040,9)	
Solde des avances au (du) fonds général	(3 597 536,3)	(2 236 811,0)	
Total	(8 338 780,8)	(10 161 614,4)	

Institut de la statistique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut de la statistique du Québec (l'Institut) est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Le rôle de l'Institut s'articule autour de deux grandes fonctions, soit celle de statisticien en chef et celle de coordonnateur de la statistique publique pour le Québec.

À titre de statisticien en chef, responsable des statistiques pour le Québec, l'Institut établit un programme statistique public « de base ». Les informations statistiques sont produites sur une base provinciale, régionale ou locale et touchent divers aspects de la société québécoise tels que la santé, la démographie, la culture et les communications, l'économie, le travail et la rémunération. L'Institut établit et tient à jour le bilan démographique du Québec. Il assure également le suivi et la diffusion des indicateurs de la Stratégie gouvernementale de développement durable.

À titre de coordonnateur de la statistique publique, l'Institut est le responsable de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. Ainsi, il répond à des mandats confiés par des ministères et organismes pour lesquels il recueille, produit, analyse et diffuse des informations statistiques fiables et objectives.

L'Institut agit aussi à titre de porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada.

L'Institut sert des organismes parapublics des milieux de la santé et de l'enseignement, des municipalités, des centres de recherche, des entreprises privées et des organisations des milieux syndical, patronal et associatif. L'administration publique québécoise constitue toutefois un partenaire de premier plan.

L'Institut dispose de deux sources de financement, soit une subvention annuelle versée par le ministère des Finances et des revenus autonomes générés par les travaux statistiques réalisés pour différents clients, principalement des ministères et des organismes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'exercice 2018-2019 s'établissent à 30,2 M\$, soit 3,2 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par une augmentation des revenus provenant du portefeuille ministériel, alloués dans le cadre du Discours sur le budget 2018-2019.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2018-2019 s'établissent à 30,2 M\$, soit une augmentation de 3,2 M\$ par rapport aux dépenses probables de l'exercice 2017-2018. Cette variation tient compte des mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2018-2019.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'exercice 2018-2019 s'établissent à 0,4 M\$, ce qui représente une diminution de 0,1 M\$ par rapport au niveau des investissements probables 2017-2018.

Institut de la statistique du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	15 984,5	12 588,1	3 396,4
Autres revenus	14 248,2	14 474,5	(226,3)
Total des revenus	30 232,7	27 062,6	3 170,1
Total des dépenses	30 232,7	27 062,6	3 170,1
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	(2 752,9)	(2 752,9)	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(2 752,9)	(2 752,9)	-
Investissements			
Immobilisations	375,0	475,0	(100,0)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	375,0	475,0	(100,0)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Société de financement des infrastructures locales du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) est une personne morale, mandataire de l'État, instituée en vertu de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec (RLRQ, chapitre S-11.0102) en date du 17 décembre 2004.

La SOFIL a pour mission de verser une aide financière aux municipalités et aux organismes municipaux pour contribuer à la réalisation de projets d'infrastructures en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et de transport en commun ainsi que de projets d'infrastructures ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales.

Les revenus de la SOFIL proviennent de trois sources, à savoir, les transferts du gouvernement fédéral, les recettes provenant des droits à l'égard sur les véhicules munis de moteur de forte cylindrée (droit d'immatriculation additionnel et droit d'acquisition) ainsi que les revenus d'intérêts.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice financier 2018-2019, la SOFIL prévoit des revenus de 653,0 M\$, soit 109,2 M\$ de moins que les revenus probables 2017-2018. Cette baisse des revenus est principalement attribuable à une diminution des transferts du gouvernement fédéral. Ces transferts fédéraux proviennent du Fonds de la taxe sur l'essence et sont comptabilisés dans les revenus selon l'avancement des projets d'infrastructures subventionnés par la SOFIL. Ainsi, pour l'exercice 2018-2019, la SOFIL anticipe une diminution du niveau de réalisation des projets d'infrastructures locales.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice financier 2018-2019, la SOFIL anticipe des dépenses de 658,8 M\$, soit 111,2 M\$ de moins que les dépenses probables 2017-2018. La SOFIL anticipe pour cet exercice une diminution de la réalisation de projets d'infrastructures locales bénéficiant d'une aide financière de la Société qui fait suite au niveau élevé prévu en 2017-2018.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu par la SOFIL pour les exercices financiers 2017-2018 et 2018-2019.

Société de financement des infrastructures locales du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	653 031,4	762 267,2	(109 235,8)
Total des revenus	653 031,4	762 267,2	(109 235,8)
Total des dépenses	658 777,0	769 935,0	(111 158,0)
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 745,6)	(7 667,8)	1 922,2
Surplus (déficit) cumulé au début	215 222,2	222 890,0	(7 667,8)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	209 476,6	215 222,2	(5 745,6)
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Forêts, Faune et Parcs

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Fondation de la faune du Québec	6 670,7	6 656,7
Société des établissements de plein air du Québec	151 047,0	150 367,0
Total	157 717,7	157 023,7

Fondation de la faune du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Fondation de la faune du Québec a pour fonction de promouvoir la conservation et la mise en valeur de la faune et de ses habitats.

Le financement provient principalement des contributions versées par tous les détenteurs de permis de pêche sportive, de chasse ou de piégeage ainsi que par des dons de particuliers ou d'entreprises, de contributions de ministères, municipalités ou organismes partenaires et de collectes de fonds.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Fondation de la faune du Québec s'élèvent à 6,7 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019, soit une diminution de 1,8 M\$ comparativement à l'exercice précédent. Cette variation s'explique principalement par la diminution du financement reçu de partenaires, liée aux retraits de certains programmes existants.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Fondation de la faune du Québec s'élèvent à 6,7 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019, soit une diminution de 2,6 M\$ comparativement à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement liée à la fin de certains programmes existants et à une dépense extraordinaire non récurrente de 0,8 M\$ en 2017-2018, reliée à la cession d'un terrain.

LES INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements prévu pour l'exercice financier 2018-2019 est comparable à celui de l'exercice précédent et sera utilisé afin d'actualiser certains outils de communications.

Fondation de la faune du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	350,0	659,7	(309,7)
Autres revenus	6 320,7	7 809,3	(1 488,6)
Total des revenus	6 670,7	8 469,0	(1 798,3)
Total des dépenses	6 656,7	9 285,1	(2 628,4)
Surplus (déficit) de l'exercice	14,0	(816,1)	830,1
Surplus (déficit) cumulé au début	5 593,4	6 409,5	(816,1)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 607,4	5 593,4	14,0
Investissements			
Immobilisations	52,4	51,8	0,6
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	52,4	51,8	0,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Société des établissements de plein air du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) est une société d'État en activité depuis le 20 mars 1985, date d'entrée en vigueur de sa loi constitutive. Elle est un organisme à vocation commerciale et le ministre des Finances en est l'actionnaire unique. Elle est administrée par un conseil d'administration composé de neuf membres nommés par le gouvernement. Le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs est responsable de l'application de sa loi constitutive.

La Sépaq a pour mission de rendre accessibles, de développer et d'assurer la pérennité du territoire, des sites touristiques et des actifs qui lui sont confiés en tenant compte des dimensions publique, environnementale, sociale et économique.

La Sépaq assume la gestion et la mise en valeur des territoires et des établissements que lui confie le gouvernement du Québec. Par le biais de ses 23 parcs nationaux, auxquels s'ajoute le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent, de ses 15 réserves fauniques, de celle de Sépaq Anticosti ainsi que de ses 8 autres établissements, la Sépaq offre une panoplie d'activités et de services sachant répondre à l'ensemble des attentes de sa clientèle diversifiée, chaque établissement possédant ses attraits particuliers.

La Sépaq, par la nature même de ses activités, est fortement présente dans les régions du Québec. Elle met à la disposition de ses clientèles des territoires immenses et contrastés et offre des activités et services touristiques diversifiés. Elle gère plus de 60 000 km² de territoires naturels par le biais de ses établissements répartis dans 15 régions administratives du Québec et 17 régions touristiques. La Sépaq emploie annuellement, en haute saison, plus de 3 110 personnes, dont 95 % à l'extérieur des grands centres urbains. Elle a reçu au cours de l'année 2016-2017 plus de 7,2 millions de jours visite. Elle offre à ses visiteurs plus de 700 chalets, 7 200 sites de camping et 13 000 lacs.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les revenus financés par le portefeuille ministériel sont composés des subventions relatives au service de dette sur les emprunts subventionnés de la Sépaq ainsi que des sommes prévues pour la Société des parcs de sciences naturelles du Québec. Ces revenus ont été établis en fonction du remboursement prévu dans les cédules de dettes relatives aux investissements subventionnés.

Les autres revenus sont composés des revenus commerciaux de la Sépaq et ont été établis en fonction de l'indexation des tarifs ainsi que de l'achalandage prévu dans les établissements.

La hausse des revenus de 8,5 M\$ pour l'exercice 2018-2019 s'explique principalement par un achalandage accru prévu dans les établissements ainsi que par la hausse du service de dette sur les emprunts subventionnés de la Sépaq.

LES DÉPENSES

Les dépenses sont composées des montants requis pour les opérations commerciales de la Sépaq, pour la mission mandataire qui lui est confiée, ainsi que pour les intérêts sur le service de dette. Les prévisions pour l'exercice ont été établies en fonction du volume prévu d'opérations commerciales et de la mission mandataire, ainsi qu'en fonction des cédules de dettes pour les intérêts.

L'augmentation des dépenses de 8,5 M\$ pour l'exercice 2018-2019 s'explique principalement par la hausse d'achalandage anticipée dans les établissements, par l'indexation des différents postes budgétaires, par la hausse des frais d'intérêts sur les emprunts subventionnés de la Sépaq ainsi que par la hausse de l'amortissement des immobilisations.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements de la Sépaq sont composés des immobilisations réalisées dans le cadre de divers financements subventionnés, des projets à rendement financier réalisés avec une prise en participation du ministère des Finances, ainsi que des projets de maintien de ses actifs réalisés à même ses liquidités. La réalisation des investissements est tributaire notamment des conditions météorologiques et des autorisations de conformité diverses devant être obtenues.

Les investissements prévus pour l'exercice 2018-2019 augmentent de 19,0 M\$, en lien avec le Plan québécois des infrastructures. Cette hausse s'explique par l'ajout de projets annoncés, lors du Discours sur le budget 2017-2018, pour la stratégie hivernale, pour la stratégie de nature et d'aventure, pour la pérennité des actifs confiés à la Sépaq et pour la réduction de son empreinte écologique.

Société des établissements de plein air du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	33 716,9	30 571,1	3 145,8
Autres revenus	117 330,1	111 937,0	5 393,1
Total des revenus	151 047,0	142 508,1	8 538,9
Total des dépenses	150 367,0	141 837,0	8 530,0
Surplus (déficit) de l'exercice	680,0	671,1	8,9
Surplus (déficit) cumulé au début	61 264,1	60 593,0	671,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	61 944,1	61 264,1	680,0
Investissements			
Immobilisations	87 223,0	68 185,0	19 038,0
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	87 223,0	68 185,0	19 038,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(234 341,0)	(169 966,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(234 341,0)	(169 966,0)	

Justice

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Commission des services juridiques	183 036,8	191 642,6
Fonds d'aide aux actions collectives	1 500,0	4 253,0
Office des professions du Québec	10 617,3	12 474,0
Société québécoise d'information juridique	19 454,2	16 530,4
Total	214 608,3	224 900,0

Commission des services juridiques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Commission des services juridiques (CSJ) est l'organisme chargé d'appliquer la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (RLRQ, chapitre A-14). Elle veille à ce que l'aide juridique soit fournie de façon cohérente et uniforme sur l'ensemble du territoire québécois par les centres régionaux aux personnes financièrement admissibles tout en s'assurant de la gestion efficace de ses ressources.

De plus, depuis 2010, par l'ajout du chapitre III de la Loi, elle fournit certains autres services juridiques, notamment lorsque le droit aux services d'un avocat rémunéré par l'État a été reconnu par une ordonnance judiciaire.

Plus récemment, la Loi favorisant l'accès à la justice en instituant le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (RLRQ, chapitre A-2.02), sanctionnée le 15 juin 2012, a créé deux nouveaux services offerts et disponibles à toute la population du Québec.

Le Service d'aide à l'homologation a été ajouté au panier de services offerts dans le cadre de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques depuis le 10 octobre 2013.

Depuis le 1^{er} avril 2014, la CSJ a le mandat de gérer le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'élèvent à 183,0 M\$ en 2018-2019, soit 3,2 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018. Cette augmentation provient notamment de la mise en œuvre de la stratégie d'action gouvernementale visant à réduire les délais de justice criminelle et pénale.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 191,6 M\$ en 2018-2019, soit 11,0 M\$ de plus que les dépenses probables 2017-2018. Cette augmentation s'explique principalement par les impacts anticipés à la CSJ de la stratégie d'action gouvernementale visant à réduire les délais de justice criminelle et pénale, de la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique, de l'indexation salariale et d'une hausse annoncée du contrat d'assurance collective.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à près de 1,6 M\$ pour 2018-2019, soit 0,3 M\$ de moins que les investissements probables 2017-2018. Les investissements permettent entre autres de maintenir à niveau le parc informatique du réseau d'aide juridique.

Commission des services juridiques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	180 086,8	177 096,0	2 990,8
Autres revenus	2 950,0	2 750,0	200,0
Total des revenus	183 036,8	179 846,0	3 190,8
Total des dépenses	191 642,6	180 599,8	11 042,8
Surplus (déficit) de l'exercice	(8 605,8)	(753,8)	(7 852,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	51 725,4	52 479,2	(753,8)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	43 119,6	51 725,4	(8 605,8)
Investissements			
Immobilisations	1 640,0	1 940,0	(300,0)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	1 640,0	1 940,0	(300,0)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(1 500,0)	(1 500,0)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(1 500,0)	(1 500,0)	

Fonds d'aide aux actions collectives

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds d'aide aux actions collectives (Fonds) a pour mandat d'assurer le financement des actions collectives en première instance et en appel, devant la Cour d'appel du Québec ou la Cour suprême du Canada, ainsi que de diffuser des informations relatives à l'exercice de ces actions.

Les revenus du Fonds proviennent des revenus de subrogations, de reliquats et des intérêts de placements perçus en application du Code de procédure civile du Québec, (RLRQ, chapitre C-25.01).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du Fonds s'établissent à 1,5 M\$ en 2018-2019, soit une baisse de 2,4 M\$ par rapport aux revenus probables 2017-2018. Cette variation s'explique par la diminution des revenus de subrogations et de reliquats.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du Fonds s'établissent à 4,3 M\$ en 2018-2019. Les dépenses demeurent sensiblement les mêmes que les dépenses probables 2017-2018.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements du Fonds d'aide aux actions collectives s'établissent à 1,1 M\$ pour 2018-2019, soit 0,8 M\$ de plus que les investissements probables 2017-2018. Cette augmentation s'explique par l'acquisition de placements à long terme.

Fonds d'aide aux actions collectives

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 500,0	3 852,0	(2 352,0)
Total des revenus	1 500,0	3 852,0	(2 352,0)
Total des dépenses	4 253,0	4 447,6	(194,6)
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 753,0)	(595,6)	(2 157,4)
Surplus (déficit) cumulé au début	12 171,4	12 767,0	(595,6)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	9 418,4	12 171,4	(2 753,0)
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	1 138,0	322,9	815,1
Total des investissements	1 138,0	322,9	815,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Office des professions du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office des professions du Québec est un organisme autonome qui relève de la ministre de la Justice, laquelle, par décret, est la ministre responsable de l'application des lois professionnelles. L'Office veille à ce que chaque ordre professionnel assure la protection du public de façon à ce que les professions s'exercent et se développent en offrant au public des garanties de compétence et d'intégrité.

Les opérations de l'Office sont financées à même les contributions des membres des ordres professionnels. Ces contributions sont versées aux ordres professionnels qui en font la remise à l'Office.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Office s'établissent à 10,6 M\$ en 2018-2019, soit un niveau équivalent aux revenus probables 2017-2018. Cela résulte du taux de contribution des membres des ordres professionnels qui a été fixé à 27,00\$ en 2018-2019, soit le même montant qu'en 2017-2018.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Office s'établissent à 12,5 M\$ en 2018-2019, soit 1,9 M\$ de plus que la dépense probable 2017-2018. Cette variation résulte essentiellement de divers ajustements au niveau de la rémunération, dont l'ajout d'effectifs à la suite de l'adoption, le 6 juin 2017, de la Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (L.Q. 2017, chapitre 11).

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'Office s'établissent à 0,1 M\$ en 2018-2019, soit un niveau semblable à l'exercice précédent.

Office des professions du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	10 617,3	10 615,0	2,3
Total des revenus	10 617,3	10 615,0	2,3
Total des dépenses	12 474,0	10 615,0	1 859,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 856,7)	-	(1 856,7)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 402,7	2 402,7	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	546,0	2 402,7	(1 856,7)
Investissements			
Immobilisations	100,0	90,0	10,0
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	100,0	90,0	10,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Société québécoise d'information juridique

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) a pour mission d'analyser, d'organiser, d'enrichir et de diffuser le droit au Québec, ce qui permet d'accompagner les professionnels dans leurs recherches de solutions ainsi que l'ensemble de la population dans sa compréhension du droit.

Les revenus annuels de la SOQUIJ proviennent principalement des consultations d'informations juridiques incluant des résumés et textes intégraux de jugements, des plunitifs et des doctrines qui sont accessibles par le biais de son site de recherche juridique. Des revenus sont aussi attribuables à la vente de publications et de bulletins électroniques ainsi qu'aux services, en lien avec le droit, offerts à différentes organisations.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus pour l'exercice 2018-2019 s'établissent à 19,5 M\$ et représentent une hausse de 4,6 M\$ comparativement aux revenus probables 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par la hausse annuelle des tarifs, la hausse des consultations, l'ajout de nouveaux produits ainsi que par le financement alloué dans le cadre du Discours sur le budget 2018-2019.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2018-2019 s'établissent à 16,5 M\$, soit une hausse de 2,1 M\$ comparativement aux dépenses probables de l'exercice 2017-2018. Cette variation est attribuable à la rémunération du personnel et à l'augmentation des dépenses de fonctionnement telles que les honoraires professionnels, les dépenses d'entretien d'équipements informatiques et les frais de publicité et tient compte des mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2018-2019.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements en immobilisations pour l'exercice 2018-2019 s'élèvent à 3,1 M\$, soit une hausse de 2,7 M\$ comparativement à l'exercice 2017-2018. Cette variation s'explique par des mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2018-2019.

Société québécoise d'information juridique

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	3 585,0	-	3 585,0
Autres revenus	15 869,2	14 890,2	979,0
Total des revenus	19 454,2	14 890,2	4 564,0
Total des dépenses	16 530,4	14 430,2	2 100,2
Surplus (déficit) de l'exercice	2 923,8	460,0	2 463,8
Surplus (déficit) cumulé au début	3 320,0	2 860,0	460,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 243,8	3 320,0	2 923,8
Investissements			
Immobilisations	3 081,3	340,0	2 741,3
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	3 081,3	340,0	2 741,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Relations internationales et Francophonie

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	-	-
Office Québec-Monde pour la jeunesse	9 061,1	9 058,3
Total	9 061,1	9 058,3

Office Québec-Amériques pour la jeunesse

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux des autres peuples des Amériques, en vue de favoriser la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

Plus particulièrement, il est chargé d'établir des contacts avec des organismes publics ou privés des pays des Amériques, en vue d'élaborer, en partenariat avec ces organismes, des programmes d'échanges et de coopération accessibles aux jeunes de tous les milieux. Ces programmes ont en commun de comporter des activités formatrices sur le plan personnel, académique ou professionnel, telles que des séminaires, des stages en milieu de travail et des productions culturelles.

Il peut également accorder son soutien financier ou technique à la conception et à la réalisation de projets de coopération dont l'initiative provient du milieu.

La Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (L.Q. 2017, chapitre 22) prévoit le regroupement des activités de l'OQAJ au sein de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse à compter du 1^{er} avril 2018.

Office Québec-Amériques pour la jeunesse

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	1 426,1	(1 426,1)
Autres revenus	-	820,4	(820,4)
Total des revenus	-	2 246,5	(2 246,5)
Total des dépenses	-	1 996,4	(1 996,4)
Surplus (déficit) de l'exercice	-	250,1	(250,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	1 092,8	(1 092,8)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	1 342,9 ¹	(1 342,9)
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

¹ Le surplus cumulé à la fin de l'exercice financier 2017-2018 de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse sera attribué à l'Office Québec-Monde pour la jeunesse.

Office Québec-Monde pour la jeunesse

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ) a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux de territoires et de pays que la ministre lui indique et qui ne sont pas couverts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse. Ces relations ont pour objet de favoriser chez ces jeunes la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

Plus particulièrement, l'OQMJ est chargé d'établir des contacts avec des organismes publics ou privés de ces territoires et de ces pays en vue d'élaborer, en partenariat avec ces organismes, des programmes d'échanges et de coopérations accessibles aux jeunes de tous les milieux. Les programmes d'échanges et de coopérations ont en commun de comporter des activités formatrices sur le plan personnel, académique ou professionnel, telles que des séminaires, des stages en milieu de travail et des productions culturelles.

L'OQMJ peut également apporter son soutien financier ou technique à la conception et la réalisation de projets de coopération dont l'initiative provient du milieu.

La Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (L.Q. 2017, chapitre 22) prévoit le regroupement des activités de l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse et de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse au sein de l'OQMJ à compter du 1^{er} avril 2018.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse s'établissent à 9,1 M\$ en 2018-2019, en hausse de 0,2 M\$ par rapport aux revenus probables de l'exercice 2017-2018.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse s'établissent à 9,1 M\$ en 2018-2019, soit un montant semblable aux dépenses probables pour l'exercice 2017-2018.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 40 000 \$, soit une baisse de 59 000 \$ par rapport aux investissements probables 2017-2018.

Office Québec-Monde pour la jeunesse

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 962,6	1 090,3	1 872,3
Autres revenus	6 098,5	7 725,2	(1 626,7)
Total des revenus	9 061,1	8 815,5	245,6
Total des dépenses	9 058,3	9 028,7	29,6
Surplus (déficit) de l'exercice	2,8	(213,2)	216,0
Surplus (déficit) cumulé au début	868,1	1 081,3	(213,2)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 303,9 ¹	868,1	1 435,8
Investissements			
Immobilisations	40,0	99,0	(59,0)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	40,0	99,0	(59,0)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(169,5)	(201,0)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(169,5)	(201,0)	

¹ Le surplus cumulé à la fin de l'exercice financier 2018-2019 de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse inclut les surplus cumulés de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et de l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse.

Santé et Services sociaux

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Corporation d'urgences-santé	136 400,7	136 073,8
Fonds de l'assurance médicaments	3 683 603,9	3 683 603,9
Héma-Québec	438 419,0	438 419,0
Institut national de santé publique du Québec	73 289,0	74 275,0
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	21 609,2	22 628,7
Régie de l'assurance maladie du Québec	12 870 127,0	12 870 127,0
Total	17 223 448,8	17 225 127,4

Corporation d'urgences-santé

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Corporation d'urgences-santé a pour mission de planifier, d'organiser et de coordonner l'organisation des services préhospitaliers d'urgence sur son territoire, y compris la mise en place d'un service de premiers répondants. Elle exerce également les fonctions d'exploiter un centre de communication santé et un service ambulancier. Les revenus proviennent principalement d'une subvention du ministère et de revenus de facturation pour les transports ambulanciers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La variation des revenus s'explique par le financement prévu pour l'indexation des salaires ainsi que pour la progression dans les échelles salariales.

LES DÉPENSES

La diminution des dépenses s'explique par une hausse exceptionnelle de la dépense pour mauvaises créances comptabilisée pour l'exercice 2017-2018. Cette baisse est en partie compensée par l'indexation et la progression des salaires.

LES INVESTISSEMENTS

Des investissements de l'ordre de 7,3 M\$ sont prévus en 2018-2019 principalement pour le renouvellement des actifs qui sont à la fin de leur vie utile, dont 4,0 M\$ pour les véhicules ambulanciers et 1,5 M\$ pour des équipements informatiques à bord des ambulances.

Corporation d'urgences-santé

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	103 258,4	101 727,0	1 531,4
Autres revenus	33 142,3	32 814,1	328,2
Total des revenus	136 400,7	134 541,1	1 859,6
Total des dépenses	136 073,8	136 840,0	(766,2)
Surplus (déficit) de l'exercice	326,9	(2 298,9)	2 625,8
Surplus (déficit) cumulé au début	(326,9)	1 972,0	(2 298,9)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	(326,9)	326,9
Investissements			
Immobilisations	7 284,4	6 422,2	862,2
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	7 284,4	6 422,2	862,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(4 850,9)	(4 204,3)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(13 310,9)	(13 925,5)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(18 161,8)	(18 129,8)	

Fonds de l'assurance médicaments

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de l'assurance médicaments (FAM) a été institué en vertu de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5). Il a pour but d'assumer le coût des médicaments et des services pharmaceutiques fournis à toute personne admissible qui n'a pas accès à un régime d'assurance collective ou d'avantages sociaux.

Ses sources de revenus sont les primes des personnes assurées et le fonds général du fonds consolidé du revenu afin de compenser pour les personnes exonérées du paiement de primes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du FAM s'établissent à 3 683,6 M\$ en 2018-2019, soit 82,5 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018. La variation s'explique par une hausse de 112,6 M\$ des crédits octroyés par le Ministère et par une diminution des revenus de primes de 30,1 M\$.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du FAM s'établissent à 3 683,6 M\$ en 2018-2019, soit 82,5 M\$ de plus que les dépenses probables 2017-2018. La variation s'explique principalement par une augmentation des coûts relatifs à la consommation de médicaments et de services pharmaceutiques.

LES INVESTISSEMENTS

Le FAM ne réalise aucun investissement.

Fonds de l'assurance médicaments

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 515 364,1	2 402 796,6	112 567,5
Autres revenus	1 168 239,8	1 198 292,7	(30 052,9)
Total des revenus	3 683 603,9	3 601 089,3	82 514,6
Total des dépenses	3 683 603,9	3 601 089,3	82 514,6
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(1 003 575,4)	(1 027 184,9)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(1 003 575,4)	(1 027 184,9)	

Héma-Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Héma-Québec a pour mission de répondre avec efficience aux besoins de la population québécoise en sang et ses dérivés, en tissus humains, en sang de cordon, en lait maternel et en produits cellulaires sécuritaires et de qualité optimale tout en développant et en offrant une expertise et des services spécialisés et novateurs dans le domaine des produits biologiques humains.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions dépendent essentiellement de la demande de consommation des hôpitaux en produits sanguins, de la fluctuation des tarifs de ces produits et de l'impact de la dépréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain surtout pour le secteur des produits stables.

LES DÉPENSES

Les prévisions dépendent essentiellement de la demande de consommation des hôpitaux en produits sanguins, de la fluctuation des tarifs de ces produits et de l'impact de la dépréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain surtout pour le secteur des produits stables. La réduction des dépenses s'explique notamment par une économie réalisée suite à la signature de nouveaux contrats avec les fournisseurs pour les produits stables.

LES INVESTISSEMENTS

L'augmentation des dépenses en investissements en 2018-2019 provient essentiellement de l'ouverture de deux nouveaux sites de prélèvement de plasma sous la bannière Plasmavie (Plasmavie Lebourgneuf et Montréal Ouest reportés de 2017-2018 à 2018-2019), et du projet PMO (Progiciel de la planification de main-d'œuvre).

Héma-Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	34 434,3	33 679,2	755,1
Autres revenus	403 984,7	396 514,7	7 470,0
Total des revenus	438 419,0	430 193,9	8 225,1
Total des dépenses	438 419,0	441 536,9	(3 117,9)
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(11 343,0)	11 343,0
Surplus (déficit) cumulé au début	-	10 230,9	(10 230,9)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-¹	-
Investissements			
Immobilisations	16 882,0	11 556,0	5 326,0
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	16 882,0	11 556,0	5 326,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(77 352,0)	(80 031,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(77 352,0)	(80 031,0)	

¹ Le déficit cumulé à la fin est annulé par un apport de capital en 2017-2018.

Institut national de santé publique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a pour mission de soutenir le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, les autorités régionales de santé publique ainsi que les établissements dans l'exercice de leurs responsabilités, en rendant disponibles son expertise et ses services spécialisés de laboratoire et de dépistage.

L'INSPQ est également appelé à desservir d'autres acteurs tels que les autres ministères et organismes gouvernementaux, les milieux de l'enseignement et de la recherche, les organismes canadiens et internationaux en santé publique, les milieux autochtones, le secteur privé et le grand public.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 73,3 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019, soit sensiblement le même niveau que les revenus probables 2017-2018.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 74,3 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019, soit sensiblement le même niveau que les dépenses probables 2017-2018.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements pour l'exercice financier 2018-2019 sont similaires à celles de l'exercice précédent.

Institut national de santé publique du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	48 289,0	47 084,0	1 205,0
Autres revenus	25 000,0	25 645,0	(645,0)
Total des revenus	73 289,0	72 729,0	560,0
Total des dépenses	74 275,0	72 921,0	1 354,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(986,0)	(192,0)	(794,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	14 361,0	14 553,0	(192,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	13 375,0	14 361,0	(986,0)
Investissements			
Immobilisations	2 662,0	3 745,0	(1 083,0)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	2 662,0	3 745,0	(1 083,0)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(15 990,0)	(15 532,0)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(15 990,0)	(15 532,0)	

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) a pour mission de promouvoir l'excellence clinique et l'utilisation efficace des ressources dans le secteur de la santé et des services sociaux.

L'INESSS évalue notamment les avantages cliniques et les coûts des technologies, des médicaments et des interventions en santé et en services sociaux personnels. Il émet des recommandations quant à leur adoption, à leur utilisation ou à leur couverture par le régime public, et il élabore des guides de pratique clinique afin d'en assurer l'usage optimal.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions de revenus.

LES DÉPENSES

L'augmentation prévue des dépenses 2018-2019 découle notamment de divers mandats donnés à l'INESSS, dont la formation de l'unité de gestion de l'information, la mise en place des processus optimisés d'évaluation des technologies innovantes en santé ainsi que divers nouveaux mandats de l'unité d'évaluation des analyses de biologie médicale.

LES INVESTISSEMENTS

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions d'investissements.

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	20 602,8	20 471,7	131,1
Autres revenus	1 006,4	532,1	474,3
Total des revenus	21 609,2	21 003,8	605,4
Total des dépenses	22 628,7	21 528,4	1 100,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 019,5)	(524,6)	(494,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	7 026,7	7 551,3	(524,6)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 007,2	7 026,7	(1 019,5)
Investissements			
Immobilisations	216,0	214,6	1,4
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	216,0	214,6	1,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Régie de l'assurance maladie du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) a pour fonction d'administrer les régimes publics d'assurance maladie et d'assurance médicaments ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement du Québec lui confie. Elle informe la population, gère l'admissibilité des personnes, rémunère les professionnels de la santé et assure une circulation sécuritaire de l'information.

Ses revenus proviennent principalement du Fonds des services de santé, du Fonds de l'assurance médicaments, du fonds général du fonds consolidé du revenu, de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, du Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux et des ententes réciproques avec d'autres provinces.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la RAMQ s'établissent à 12 870,1 M\$ en 2018-2019, soit 190,5 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018.

La variation s'explique principalement par une hausse de 110,4 M\$ des crédits octroyés par le Ministère et par une hausse de 79,4 M\$ des revenus provenant du Fonds de l'assurance médicaments. Ces revenus supplémentaires servent à financer la croissance des dépenses.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la RAMQ s'établissent à 12 870,1 M\$ en 2018-2019, soit 190,5 M\$ de plus que les dépenses probables 2017-2018.

La variation s'explique principalement par des hausses de 44,5 M\$ des coûts relatifs aux services médicaux et de 78,5 M\$ pour les médicaments et les services pharmaceutiques ainsi que 30,9 M\$ pour le coût des programmes confiés à la RAMQ, tels que la rémunération des internes et résidents, le programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique et l'assurance hospitalisation hors Québec.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions dans les investissements de la RAMQ s'établissent à 29,5 M\$ en 2018-2019, soit 9,9 M\$ de moins que les investissements probables 2017-2018.

Cette variation s'explique principalement par la fin de deux projets majeurs.

Régie de l'assurance maladie du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	8 867 445,9	8 757 005,5	110 440,4
Autres revenus	4 002 681,1	3 922 590,3	80 090,8
Total des revenus	12 870 127,0	12 679 595,8	190 531,2
Total des dépenses	12 870 127,0	12 679 595,8	190 531,2
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	29 508,6	39 385,8	(9 877,2)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	29 508,6	39 385,8	(9 877,2)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(35 285,5)	(45 525,1)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(35 285,5)	(45 525,1)	

Sécurité publique

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
École nationale de police du Québec	38 256,0	38 256,0
École nationale des pompiers du Québec	2 844,2	2 542,0
Total	41 100,2	40 798,0

École nationale de police du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'École nationale de police du Québec a pour mission, en tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration des activités relatives à la formation policière, d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence de cette dernière. Sa mission est aussi d'effectuer de la recherche, de conseiller, d'encourager et de faciliter l'échange d'expertise en matière de formation policière.

L'École nationale de police du Québec assure en exclusivité la formation initiale des compétences des policiers québécois dans les domaines de la patrouille-gendarmerie, de l'enquête et de la gestion policière. Elle offre des activités de perfectionnement professionnel aux corps de police du Québec et de formation sur mesure aux diverses clientèles du milieu de la sécurité publique. Enfin, elle conseille en matière de formation professionnelle, favorise la concertation des diverses institutions offrant de la formation policière et effectue des recherches et des études dans son domaine d'activité.

Les revenus de l'École nationale de police du Québec proviennent des contributions annuelles des corps de police, des frais de scolarité fixés par règlement, des frais ou honoraires qu'elle fixe en contrepartie de ses autres services ainsi que de la subvention du ministère de la Sécurité publique, laquelle est affectée au coût du loyer.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 38,3 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019, en hausse de 1,5 M\$ par rapport aux revenus probables 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation des activités de formation et par la hausse du volume d'hébergement.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 38,3 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019, en hausse de 2,9 M\$ par rapport à la dépense probable 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation du volume des activités.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 1,3 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019, en hausse de 0,7 M\$ par rapport aux investissements probables 2017-2018. Cette variation s'explique par l'implantation d'équipements technologiques au niveau pédagogique et le renouvellement d'équipements du secteur de l'hôtellerie et des locaux de formation.

École nationale de police du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	5 404,8	5 404,8	-
Autres revenus	32 851,2	31 333,1	1 518,1
Total des revenus	38 256,0	36 737,9	1 518,1
Total des dépenses	38 256,0	35 317,2	2 938,8
Surplus (déficit) de l'exercice	-	1 420,7	(1 420,7)
Surplus (déficit) cumulé au début	4 247,6	2 826,9	1 420,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 247,6	4 247,6	-
Investissements			
Immobilisations	1 260,0	549,2	710,8
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	1 260,0	549,2	710,8
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(3 500,0)	(2 150,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(3 500,0)	(2 150,0)	

École nationale des pompiers du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'École nationale des pompiers du Québec a pour mission de veiller à la pertinence, à la qualité et à la cohérence de la formation professionnelle qualifiante des pompiers et des autres membres du personnel municipal travaillant en sécurité incendie. À ce titre, elle conseille en matière de formation professionnelle, favorise la concertation des diverses institutions offrant de la formation au personnel municipal travaillant en sécurité incendie et effectue des recherches et des études dans son domaine d'activité.

Les revenus de l'École nationale des pompiers du Québec proviennent des frais de scolarité fixés par règlement, des frais ou honoraires qu'elle fixe en contrepartie de ses autres services ainsi que de la subvention du ministère de la Sécurité publique.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent 2,8 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019, en baisse de 0,1 M\$ par rapport aux revenus probables 2017-2018. Cette variation s'explique principalement par la diminution des formations spécialisées.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 2,5 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019, en hausse de 0,4 M\$ par rapport à la dépense probable 2017-2018. Cette variation s'explique par l'augmentation du coût du matériel pédagogique et par l'augmentation de la rémunération.

LES INVESTISSEMENTS

Le niveau d'investissements pour l'exercice financier 2018-2019 est sensiblement au même niveau que l'exercice précédent.

École nationale des pompiers du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	277,2	277,2	-
Autres revenus	2 567,0	2 644,3	(77,3)
Total des revenus	2 844,2	2 921,5	(77,3)
Total des dépenses	2 542,0	2 155,3	386,7
Surplus (déficit) de l'exercice	302,2	766,2	(464,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 865,9	2 099,7	766,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 168,1	2 865,9	302,2
Investissements			
Immobilisations	50,0	16,2	33,8
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	50,0	16,2	33,8
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

Tourisme

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Régie des installations olympiques	63 064,3	66 064,3
Société du Centre des congrès de Québec	27 787,1	29 851,7
Société du Palais des congrès de Montréal	60 565,4	59 848,0
Total	151 416,8	155 764,0

Régie des installations olympiques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Création architecturale audacieuse, le Parc olympique a été construit pour la présentation des Jeux olympiques d'été de 1976. Depuis son inauguration, il a accueilli plus de cent millions de visiteurs, que ce soit pour admirer la ville de Montréal au sommet de la plus haute tour inclinée au monde, pour assister à un événement présenté au Stade, pour s'entraîner au Centre sportif, qui est aussi l'hôte de compétitions d'envergure nationale et internationale, ou encore pour participer à une activité extérieure sur l'Esplanade Financière Sun Life.

Son quadrilatère, en considérant ses installations et sa centaine de partenaires sur le site, est fréquenté par quatre millions de visiteurs chaque année. Générateur de plus de 2 500 emplois et symbole international de Montréal, le Parc olympique se positionne comme étant un important moteur de développement économique et touristique.

Ouvert sur le monde et en harmonie avec sa communauté environnante qu'est l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, le Parc olympique aspire à devenir un parc urbain moderne, un site récréotouristique unique où se côtoient création, découvertes, divertissement et activité physique.

Mission

Exploiter tout le potentiel du Parc olympique, en complémentarité avec ses partenaires et la communauté environnante, en assurant la protection et la mise en valeur du patrimoine architectural.

Les revenus de la Régie des installations olympiques sont composés de revenus autonomes provenant de l'exploitation du Stade, du Centre sportif et de la Tour de Montréal ainsi que d'une subvention du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Régie des installations olympiques s'établissent à 63,1 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 1,7 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2017-2018. La variation s'explique par la hausse de la subvention attribuable au financement des projets d'immobilisations ainsi qu'à une baisse des revenus des activités commerciales et administratives.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Régie des installations olympiques s'établissent à 66,1 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 4,9 M\$ de plus que les dépenses probables de l'exercice 2017-2018. La variation s'explique par l'augmentation du service de dette et des prévisions d'amortissement ainsi qu'à une baisse des dépenses de fonctionnement.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements pour l'exercice 2018-2019 s'établissent à 62,6 M\$, soit 41,2 M\$ de moins que les investissements probables de l'exercice 2017-2018. Cette baisse est attribuable à l'ordonnancement des travaux du plan d'immobilisations.

Régie des installations olympiques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	41 367,3	37 431,7	3 935,6
Autres revenus	21 697,0	23 935,0	(2 238,0)
Total des revenus	63 064,3	61 366,7	1 697,6
Total des dépenses	66 064,3	61 161,9	4 902,4
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 000,0)	204,8	(3 204,8)
Surplus (déficit) cumulé au début	14 926,8	14 722,0	204,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	11 926,8	14 926,8	(3 000,0)
Investissements			
Immobilisations	62 575,2	103 814,0	(41 238,8)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	62 575,2	103 814,0	(41 238,8)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(257 820,2)	(176 616,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(257 820,2)	(176 616,0)	

Société du Centre des congrès de Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La mission de la Société du Centre des congrès de Québec (Société) est de solliciter la venue de congrès et d'événements d'envergure, d'offrir un centre de congrès de calibre international et une expérience de service exceptionnelle, de manière à positionner la région de Québec comme destination d'excellence pour les événements d'affaires et ainsi contribuer à son activité économique. Les sources de revenus de la Société sont les suivantes : une subvention d'équilibre provenant du gouvernement du Québec et des revenus autonomes résultant des opérations du Centre des congrès de Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société s'établissent à 27,8 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 2,7 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2017-2018. La variation s'explique par la révision de la subvention d'équilibre et la comptabilisation de revenus additionnels à la suite de l'entente avec la Ville de Québec. Cette entente a pour but de faire le démarchage du tourisme d'affaires hors Québec. Les revenus correspondent aux dépenses occasionnées pour faire ce démarchage et sont refacturées à la Ville de Québec.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 29,9 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 1,1 M\$ de plus que les dépenses probables de l'exercice 2017-2018. La variation s'explique essentiellement par la comptabilisation des dépenses d'entretien majeur reliées au bâtiment pour 0,9 M\$. Ces dépenses sont essentielles au maintien de la qualité du bâtiment pour pouvoir offrir à la clientèle des installations qui sont comparables aux autres centres des congrès à travers le monde.

LES INVESTISSEMENTS

La Société doit assumer annuellement des sommes importantes pour maintenir des installations de qualité afin de concurrencer les autres centres de congrès dans le monde. Les clients exigent une offre d'équipements répondant aux nouveaux standards technologiques et, ce faisant, le Centre des congrès doit investir chaque année dans ces nouvelles technologies afin de satisfaire à ces demandes.

Les prévisions d'investissements de la Société s'établissent à 3,5 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 3,0 M\$ de plus que pour l'exercice 2017-2018. La variation s'explique principalement par un projet de réaménagement des bureaux administratifs pour 1,4 M\$ ainsi qu'un projet de mise à jour du câblage structuré pour 1,2 M\$.

Société du Centre des congrès de Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	16 096,5	14 157,5	1 939,0
Autres revenus	11 690,6	10 959,8	730,8
Total des revenus	27 787,1	25 117,3	2 669,8
Total des dépenses	29 851,7	28 714,0	1 137,7
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 064,6)	(3 596,7)	1 532,1
Surplus (déficit) cumulé au début	20 308,7	23 905,4	(3 596,7)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	18 244,1	20 308,7	(2 064,6)
Investissements			
Immobilisations	3 530,5	496,0	3 034,5
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	3 530,5	496,0	3 034,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(54 137,3)	(58 928,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(54 137,3)	(58 928,0)	

Société du Palais des congrès de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Palais des congrès de Montréal (Société) contribue à l'essor économique, touristique et hôtelier de la région de Montréal et de l'ensemble du Québec.

La Société a pour mission de solliciter et d'accueillir des congrès, des expositions, des conférences, des réunions et d'autres événements. Institution publique à vocation commerciale, la Société génère d'importantes retombées économiques et intellectuelles pour le Québec et contribue au rayonnement international de Montréal à titre de destination de premier choix.

Les principales sources de revenus autonomes de la Société proviennent de la location d'espaces, de redevances provenant de fournisseurs exclusifs et officiels et de la vente de services (aménagement, manutention, électricité, plomberie, audiovisuels et télécommunications).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société s'établissent à 60,6 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit un niveau comparable aux revenus probables de l'exercice 2017-2018.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 59,8 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 2,3 M\$ de plus que les dépenses probables de l'exercice 2017-2018. La variation s'explique principalement par une augmentation prévue de 1,3 M\$ pour le maintien d'actifs.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Société s'établissent à 16,3 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 15,1 M\$ de plus que pour l'exercice 2017-2018. La variation s'explique par la préparation du dossier d'opportunité du projet d'agrandissement du Palais des congrès et l'acquisition des terrains requis pour ce projet.

Société du Palais des congrès de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	34 433,5	33 826,6	606,9
Autres revenus	26 131,9	27 290,7	(1 158,8)
Total des revenus	60 565,4	61 117,3	(551,9)
Total des dépenses	59 848,0	57 534,1	2 313,9
Surplus (déficit) de l'exercice	717,4	3 583,2	(2 865,8)
Surplus (déficit) cumulé au début	17 741,8	14 158,6	3 583,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	18 459,2	17 741,8	717,4
Investissements			
Immobilisations	16 339,1	1 268,0	15 071,1
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	16 339,1	1 268,0	15 071,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(193 830,4)	(198 739,3)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(193 830,4)	(198 739,3)	

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Société de l'assurance automobile du Québec	278 945,0	278 945,0
Société des Traversiers du Québec	153 429,3	159 425,4
Total	432 374,3	438 370,4

Société de l'assurance automobile du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Mission et mandats

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) a pour mission de protéger la personne contre les risques liés à l'usage de la route. À cette fin :

- Elle mène des actions de promotion de la sécurité routière et de prévention;
- Elle fixe les contributions d'assurance et gère le patrimoine fiduciaire;
- Elle gère l'accès au réseau routier (le permis de conduire et l'immatriculation des véhicules);
- Elle surveille et contrôle le transport routier des personnes et des biens;
- Elle indemnise les personnes accidentées de la route et facilite leur réadaptation.

La Société exécute également tout autre mandat qui lui est donné par la loi ou par entente avec le gouvernement, avec l'un de ses ministères ou organismes ou avec la Ville de Montréal.

Clientèle

Toutes les personnes physiques et morales du Québec sont susceptibles de bénéficier des services de la Société, souvent à plus d'un titre, que ce soit en matière d'assurance, de sécurité routière et de contrôle routier.

Sources de revenus

Les prévisions budgétaires présentées ci-dessous n'incluent pas les activités de nature fiduciaire du Fonds d'assurance automobile du Québec, car ces dernières sont exclues du périmètre comptable du gouvernement.

La Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, chapitre S-11.011) prévoit que la Société peut percevoir des frais pour l'immatriculation d'un véhicule et la délivrance d'un permis de conduire.

À l'égard des mandats qui sont confiés à la Société par la loi ou à la suite d'une entente, des ententes en prévoient le financement.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société s'établissent à 278,9 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 17,6 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2017-2018.

La variation s'explique principalement par l'indexation des services tarifés, par la croissance de volumes, ainsi que par l'ajout des revenus provenant des plaques d'immatriculation personnalisées et de la production de la carte d'assurance maladie pour la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 278,9 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit une hausse de 17,9 M\$ par rapport aux dépenses probables de l'exercice 2017-2018.

Cette variation s'explique principalement par les dépenses relatives à la production de la carte d'assurance maladie pour la RAMQ ainsi qu'aux mesures structurantes « Plaques d'immatriculation personnalisées » et « Modernisation des ressources informationnelles ».

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Société s'établissent à 64,9 M\$ pour l'exercice 2018-2019. La diminution par rapport aux investissements probables 2017-2018 de 39,7 M\$ est principalement attribuable aux investissements en technologies de l'information relatifs à la mesure structurante « Modernisation des ressources informationnelles ».

Société de l'assurance automobile du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	10 250,0	10 250,0	-
Autres revenus	268 695,0	251 079,0	17 616,0
Total des revenus	278 945,0	261 329,0	17 616,0
Total des dépenses	278 945,0	261 029,0	17 916,0
Surplus (déficit) de l'exercice	-	300,0	(300,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	(177 714,0)	(178 014,0)	300,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(177 714,0)	(177 714,0)	-
Investissements			
Immobilisations	64 860,0	104 560,0	(39 700,0)
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	64 860,0	104 560,0	(39 700,0)
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(246 686,0)	(157 643,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(246 686,0)	(157 643,0)	

Société des Traversiers du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La mission de la Société des Traversiers du Québec (STQ) est d'assurer la mobilité des personnes et des marchandises par des services de transport maritime de qualité, sécuritaires et fiables. Par ses activités, la STQ contribue à la prospérité de la population québécoise et lui permet de tisser des liens sur le vaste territoire qui borde le majestueux fleuve Saint-Laurent.

Les revenus annuels de la STQ proviennent d'une partie du produit des services qu'elle offre aux usagers du transport maritime et d'une affectation à partir des crédits du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la STQ s'établissent à 153,4 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 11,3 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2017-2018.

Les variations significatives des revenus s'expliquent principalement par une hausse des subventions octroyées par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, nécessaire pour rencontrer les obligations relatives aux dettes à long terme et pour assumer l'augmentation des dépenses de fonctionnement.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la STQ s'établissent à 159,4 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 9,3 M\$ de plus que les dépenses probables de l'exercice 2017-2018.

Cette variation s'explique principalement par l'augmentation du nombre d'infrastructures qui entraînent une hausse des frais d'entretien, des charges d'amortissement et des frais de financement inhérents.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la STQ s'établissent à 76,7 M\$ pour l'exercice 2018-2019, soit 42,0 M\$ de plus que les investissements probables de l'exercice 2017-2018. Au cours de l'exercice 2018-2019, des travaux majeurs d'aménagement d'infrastructures terrestres seront entrepris à la traverse de Sorel-Tracy-Saint-Ignace-de-Loyola et on prévoit l'arrivée des nouveaux navires qui seront affectés à la traverse de Tadoussac-Baie-Sainte-Catherine.

Société des Traversiers du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	121 503,7	111 069,6	10 434,1
Autres revenus	31 925,6	31 011,3	914,3
Total des revenus	153 429,3	142 080,9	11 348,4
Total des dépenses	159 425,4	150 089,4	9 336,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 996,1)	(8 008,5)	2 012,4
Surplus (déficit) cumulé au début	5 996,1	14 004,6	(8 008,5)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	5 996,1	(5 996,1)
Investissements			
Immobilisations	76 184,2	34 150,8	42 033,4
Prêts et placements	496,5	520,0	(23,5)
Total des investissements	76 680,7	34 670,8	42 009,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(505 723,5)	(438 801,0)	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(25 551,4)	(25 551,4)	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	(531 274,9)	(464 352,4)	

Travail, Emploi et Solidarité sociale

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	28 828,9	28 828,9
Total	28 828,9	28 828,9

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (Office) est constitué en vertu de la Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (RLRQ, chapitre O-2.1). Sa mission est d'administrer le Programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu. L'Office est financé à 100 % par le gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 28,8 M\$ en 2018-2019, soit 2,0 M\$ de plus que les revenus probables 2017-2018. Cette variation s'explique par une prévision d'augmentation de la clientèle admissible au Programme de sécurité du revenu.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'élèvent à 28,8 M\$ en 2018-2019, soit 2,0 M\$ de plus que les dépenses probables 2017-2018. Cette variation s'explique par une prévision d'augmentation de la clientèle admissible au Programme de sécurité du revenu.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement important n'est prévu pour l'Office.

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2018-2019

(en milliers de dollars)

	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats probables 2017-2018	Variation
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	28 828,9	26 828,9	2 000,0
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	28 828,9	26 828,9	2 000,0
Total des dépenses	28 828,9	26 828,9	2 000,0
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	1 444,6	1 444,6	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 444,6	1 444,6	-
Investissements			
Immobilisations	10,4	10,4	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	10,4	10,4	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-	
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-	
Solde des avances au (du) fonds général	-	-	
Total	-	-	

